



Rapport du deuxième trimestre 2020

Rapport financier
pour le trimestre clos le
30 septembre 2019



Votre partenaire de choix
en formation
partout dans le monde



Rapport aux actionnaires

Rapport de gestion

1	1. Points saillants
2	2. Introduction
3	3. À propos de CAE
8	4. Variations du change
8	5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières
11	6. Résultats consolidés
13	7. Résultats par secteur
18	8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidé
19	9. Situation financière consolidée
21	10. Regroupements d'entreprises
22	11. Événement postérieur à la date de clôture
22	12. Modifications de méthodes comptables
24	13. Contrôles et procédures
25	14. Principales informations financières trimestrielles

États financiers consolidés intermédiaires

26	État consolidé de la situation financière
27	État consolidé du résultat net
28	État consolidé du résultat global
29	État consolidé des variations des capitaux propres
30	Tableau consolidé des flux de trésorerie

Notes annexes

31	Note 1	Nature des activités et principales méthodes comptables
32	Note 2	Modifications de méthodes comptables
35	Note 3	Regroupements d'entreprises
35	Note 4	Secteurs opérationnels et secteurs géographiques
37	Note 5	Autres profits – montant net
38	Note 6	Facilités d'emprunt et charges financières – montant net
38	Note 7	Participation gouvernementale
39	Note 8	Capital-actions, résultat par action et dividendes
39	Note 9	Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie
40	Note 10	Juste valeur des instruments financiers
42	Note 11	Transactions avec les parties liées
42	Note 12	Événement postérieur à la date de clôture

Rapport aux actionnaires

CAE publie ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 896,8 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 743,8 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 73,8 millions \$ (0,28 \$ par action) au deuxième trimestre, comparativement à 60,7 millions \$ (0,23 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers^(*) s'est élevé à 74,7 millions \$ (0,28 \$ par action avant les éléments particuliers^(*)) au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est élevé à 124,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre, comparativement à 98,7 millions \$ (13,3 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 126,0 millions \$ (14,0 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une bonne croissance au deuxième trimestre, comme en témoignent la hausse de 21 % des revenus, l'augmentation de 28 % du résultat opérationnel et l'obtention de nouvelles commandes de près de 1,0 milliard \$, pour un carnet de commandes de 9,2 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Cette performance est surtout attribuable au secteur Civil, dont le résultat opérationnel s'est accru de 60 % et dont les marges ont augmenté, et nous avons maintenu notre élan en signant de nouvelles ententes de formation à long terme avec nos compagnies aériennes partenaires. Dans le marché de l'aviation d'affaires, nous avons presque achevé l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier, dont la performance est extrêmement satisfaisante jusqu'à présent. Notre position a également été avantagée par notre partenariat stratégique et notre entente exclusive d'impartition de la formation d'une durée de 15 ans avec Directional Aviation Capital, l'une des entreprises de services d'aviation d'affaires les plus importantes et les plus novatrices au monde qui connaît actuellement une croissance des plus rapides. Dans le secteur Défense, la modeste croissance du chiffre d'affaires et la baisse du résultat opérationnel reflètent des reports de commandes et l'échéancier des grandes étapes des programmes à l'égard des contrats en carnet. Nous continuons de croire que le secteur Défense générera de meilleurs résultats au second semestre, comme en témoigne son bon ratio valeur comptable des commandes/ventes au cours du trimestre et ses occasions d'affaires solides. Le secteur Santé a reçu des commandes pour de nouveaux produits que nous comptons livrer au cours des prochains trimestres, et nous avons accru notre position sur le vaste marché des hôpitaux aux États-Unis. Dans l'ensemble, les perspectives de la Société pour le reste de l'exercice demeurent majoritairement inchangées, avec des possibilités de croissance plus élevées du secteur Civil qui compensent une moins grande croissance prévue du secteur Défense. »

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 529,9 millions \$ au deuxième trimestre, en hausse de 35 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 100,2 millions \$ (18,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 63,3 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre l'an dernier. Au deuxième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 101,4 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 60 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier. Au deuxième trimestre, le secteur Civil a livré 18 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation^(*) de ses centres de formation s'est fixé à 69 %.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 602,9 millions \$, y compris de nouveaux contrats à long terme de formation des pilotes avec Sunwing Airlines, Loganair et Flightworks. Le secteur Civil a également vendu 11 FFS au cours du trimestre, portant à 20 le nombre total de ventes enregistrées au premier semestre de l'exercice. Réagissant à la croissance de la demande mondiale de nouveaux pilotes, le secteur Civil a lancé un nouveau programme de formation des élèves-pilotes, dans le cadre duquel 700 nouveaux pilotes professionnels seront formés au cours des 10 prochaines années pour le programme Destination 225° de Southwest Airlines. Après la clôture du trimestre, le secteur Civil a également conclu une entente exclusive à long terme avec easyJet pour la formation de plus de 1 000 nouveaux élèves-pilotes dans le cadre d'un programme de licence de pilote en équipage multiple. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a formé un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital et ses entreprises affiliées dans le cadre d'une entente exclusive d'impartition de services de formation d'une durée de 15 ans. Dans le cadre de cette entente, CAE a acquis une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings Inc., après la clôture du trimestre.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,14 pour le trimestre et à 1,45 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait un montant record de 5,1 milliards \$ à la fin du trimestre.

Défense et sécurité (Défense)

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 336,5 millions \$, en hausse de 5 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 26,0 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 24 % par rapport au deuxième trimestre l'an dernier, ce qui reflète les reports dans le calendrier de

l'attribution des commandes et les progrès réalisés par le secteur Défense en ce qui a trait aux programmes en carnet, de même qu'un profil de croissance des produits des activités ordinaires favorisant le second semestre de l'exercice.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 362,1 millions \$, y compris une commande de l'U.S. Air Force pour former les équipages du KC-135 et réaliser des mises à niveau et des modifications de simulateurs des dispositifs de formation du KC-135. En outre, CAE continuera à fournir des services de formation sur appareils à voilure fixe et des services de soutien à l'armée américaine au centre de formation CAE Dothan, en plus de réaliser des mises à niveau des simulateurs d'hélicoptères MH-60 Seahawk et d'offrir des services de formation des équipages du T-44C de la U.S. Navy. Parmi les importants contrats remportés, notons aussi un contrat avec Boeing pour réaliser des mises à niveau sur les simulateurs P-8A, un contrat pour mettre à niveau les simulateurs Eurofighter et Tornado des forces allemandes et un contrat de l'armée américaine pour fournir des dispositifs d'entraînement à la maintenance des chars M1A2 Abrams. De plus, le secteur Défense a signé une entente avec Leonardo pour offrir des solutions intégrées pour les besoins de formation sur hélicoptère du marché gouvernemental américain.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,08 pour le trimestre et à 0,81 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,1 milliards \$ à la fin du trimestre. Les occasions d'affaires du secteur Défense demeurent solides, environ 4,0 milliards \$ de soumissions et d'offres étant en attente d'une décision de clients.

Santé

Au deuxième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 30,4 millions \$, comparativement à 30,4 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 1,4 million \$, comparativement à un bénéfice de 1,3 million \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les dépenses du secteur Santé ont connu une hausse au cours du second trimestre de l'exercice afin de soutenir les objectifs d'affaires visant de plus grands marchés et le lancement récent de nouveaux produits.

Le secteur Santé a lancé le simulateur d'échographie Vimedix 3.0, doté d'une anatomie plus réaliste et d'une interface utilisateur moderne. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists, le secteur Santé a également lancé un nouvel ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésie sur écran Anesthesia SimSTAT, qui est admissible à des crédits pour le maintien de la certification en anesthésie. En réaction au resserrement de la réglementation entourant les hôpitaux aux États-Unis et aux impératifs de plus en plus importants en matière de la sécurité des patients, le secteur Santé a accru sa portée dans le secteur hospitalier en concluant une entente d'achats groupés avec Premier, société de premier plan vouée à l'amélioration des soins de santé qui englobe quelque 4 000 hôpitaux et réseaux de santé aux États-Unis et près de 175 000 autres fournisseurs de services et organismes.

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles^(*) ont affiché une valeur négative de 7,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur positive de 137,7 millions \$ au deuxième trimestre l'an dernier. Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont augmenté par rapport à ceux du deuxième trimestre l'an dernier, tandis que les flux de trésorerie disponibles ont diminué, en raison essentiellement de l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, ce qui reflète notamment le calendrier des flux de trésorerie liés aux dettes fournisseurs et aux passifs sur contrat ainsi que la hausse des stocks attribuable aux investissements stratégiques effectués récemment dans la fabrication anticipée de simulateurs dans le but de répondre à la demande que CAE prévoit pour certains produits. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice et elle prévoit l'inversion d'une partie importante de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 15,5 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, par rapport à 19 % au deuxième trimestre l'an dernier. La diminution du taux d'imposition est attribuable à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 34,3 millions \$, en hausse de 14,4 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang au quatrième trimestre de l'exercice 2019 pour financer l'acquisition de la division BAT de Bombardier et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance^(*) ont totalisé 58,8 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette^(*) était de 2 442,8 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital^(*) était de 51,0 %, comparativement à une dette nette de 2 312,7 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 49,4 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction

faite de l'incidence d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 158,5 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 47,5 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU)^(*) s'est établi à 11,5 % pour le trimestre, contre 12,8 % au deuxième trimestre l'an dernier, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers se serait fixé à 11,7 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,11 \$ par action le 31 décembre 2019 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 décembre 2019 à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, CAE a racheté et annulé 533 600 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 34,06 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 18,2 millions \$.

Perspectives de la direction révisées pour l'exercice 2020

Dans l'ensemble, les perspectives de la direction pour l'exercice 2020 demeurent majoritairement inchangées, avec des possibilités de croissance plus élevées du secteur Civil qui devraient compenser une moins grande croissance prévue du secteur Défense. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Toujours dans le secteur Civil, la Société prévoit maintenant générer une croissance du résultat opérationnel plus près de 30 % (alors qu'elle prévoyait auparavant une croissance se situant dans la fourchette haute de 20 %) en raison de sa solide performance au premier semestre et de la demande accrue pour ses solutions de formation, y compris le maintien de sa part prépondérante du marché de la vente de FFS, et de l'intégration presque achevée de la division BAT de Bombardier, acquise récemment. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit maintenant une modeste croissance du résultat opérationnel pour l'exercice (alors que les prévisions antérieures faisaient état d'un taux de croissance à un chiffre entre la partie médiane et supérieure). Ces perspectives modifiées tiennent compte de la performance du secteur Défense pour le premier semestre de l'exercice, des attentes actuelles quant à l'atteinte des grandes étapes financières des programmes en carnet, ainsi que du calendrier prévu d'obtention de nouveaux contrats dans un éventail d'occasions d'affaires qui demeure très fort. CAE s'attend à ce que le secteur Santé affiche une croissance dans les deux chiffres grâce à son nouveau leadership, à ses effectifs de vente accrus et à la poursuite du lancement de produits innovateurs. Le financement des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être stimulé et soutenu par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie visant à être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. CAE prévoit toujours que les dépenses d'investissement en immobilisations annuelles totales augmenteront entre 10 % et 15 % environ pour l'exercice 2020, principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, qui sont positives, et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

CAE crée une valeur soutenue pour ses clients, actionnaires et employés. Les produits et les services de CAE rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et aident les professionnels de la santé à sauver des vies – nobles objectifs qui font la fierté des quelque 10 000 employés de CAE dans le monde. En tant que plus importante société de formation à l'échelle mondiale à desservir le secteur de l'aviation civile et seule société à être entièrement centrée sur la formation, CAE est résolument axée sur le client et l'innovation. De plus, CAE a adopté cette année des principes éthiques pour une utilisation responsable de l'analyse des données afin de mieux gérer les risques associés à l'utilisation accrue des technologies émergentes. L'adoption de ces principes confirme notre engagement à respecter les normes de comportement éthique les plus élevées dans nos relations avec nos employés, nos clients et tous les intervenants de notre écosystème. Ces principes constituent également un engagement à aller au-delà de ce qui est légalement requis pour protéger les données de CAE et de ses clients. CAE joue également un rôle important dans le développement des talents dans son secteur d'activité. Moins de 5 % des pilotes à l'échelle mondiale sont des femmes, et CAE, en sa qualité de chef de file de la formation dans le secteur de l'aviation, fait la promotion de la diversité de genre en aviation. La Société a en effet à cœur de s'assurer que l'industrie fait appel à tous les talents disponibles pour aider à combler les plus de 300 000 nouveaux postes de pilotes de l'aviation civile qui seront créés au cours des dix prochaines années. Entre autres initiatives prometteuses, CAE a lancé le programme de bourses *CAE Femmes pilotes aux commandes*, qui conjugué à ses dynamiques ambassadrices, permet d'encourager davantage de femmes à envisager de devenir pilotes.

Le rapport complet de CAE est disponible ici : <https://www.cae.com/fr/responsabilite-sociale/>.

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1^{er} avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 30 septembre 2019.

- * Ce rapport inclut des mesures hors PCGR et autres mesures financières. Pour plus de renseignements sur ces mesures, veuillez vous référer au point 5 du rapport de gestion de CAE du T2-EX20.

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2019

1. POINTS SAILLANTS

ADOPTION D'IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16, *Contrats de location*, en utilisant la méthode d'application rétrospective modifiée. Aux termes de cette méthode, la norme a été appliquée rétrospectivement et l'effet cumulatif de l'application initiale a été comptabilisé dans le solde d'ouverture des résultats non distribués au 1^{er} avril 2019, sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison. L'information comparative est toujours présentée conformément à IAS 17, *Contrats de location*, et aux interprétations connexes. Un complément d'information sur l'incidence de l'adoption sur notre état consolidé de la situation financière et notre état consolidé du résultat net est présenté sous *Modifications de méthodes comptables*.

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

(montants en millions, sauf les montants par action, le RCU et le ratio valeur comptable des commandes/ventes)	T2-2020	T2-2019	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	896,8 \$	743,8 \$	153,0 \$	21 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) ¹	124,8 \$	98,7 \$	26,1 \$	26 %
ROS avant les éléments particuliers ¹	126,0 \$	98,7 \$	27,3 \$	28 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,8 \$	60,7 \$	13,1 \$	22 %
Résultat par action de base et dilué (RPA)	0,28 \$	0,23 \$	0,05 \$	22 %
Résultat par action avant les éléments particuliers ¹	0,28 \$	0,23 \$	0,05 \$	22 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles ¹	(7,1) \$	137,7 \$	(144,8) \$	(105) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	36,7 \$	177,1 \$	(140,4) \$	(79) %
Situation financière				
Capital utilisé ¹	4 794,1 \$	3 077,7 \$	1 716,4 \$	56 %
Fonds de roulement hors trésorerie ¹	318,2 \$	182,6 \$	135,6 \$	74 %
Dette nette ¹	2 442,8 \$	795,1 \$	1 647,7 \$	207 %
Rendement du capital utilisé (RCU) ¹	10,7 %	14,5 %		
RCU avant les éléments particuliers	11,5 %	12,8 %		
Carnet de commandes				
Carnet de commandes total ¹	9 238,4 \$	8 667,6 \$	570,8 \$	7 %
Prises de commandes ¹	995,4 \$	985,9 \$	9,5 \$	1 %
Ratio valeur comptable des commandes/ventes ¹	1,11	1,33		
Ratio valeur comptable des commandes/ventes pour les 12 derniers mois	1,19	1,30		

PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2020

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2020	T2-2019	Variation en \$	Variation en %
État du résultat net				
Produits des activités ordinaires	1 722,4 \$	1 465,8 \$	256,6 \$	18 %
Résultat opérationnel sectoriel	235,7 \$	197,2 \$	38,5 \$	20 %
ROS avant les éléments particuliers	239,3 \$	197,2 \$	42,1 \$	21 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	135,3 \$	130,1 \$	5,2 \$	4 %
Résultat par action de base	0,51 \$	0,49 \$	0,02 \$	4 %
Résultat par action dilué	0,51 \$	0,48 \$	0,03 \$	6 %
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,52 \$	0,48 \$	0,04 \$	8 %
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie disponibles	(109,2) \$	51,9 \$	(161,1) \$	(310) %
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(23,3) \$	146,5 \$	(169,8) \$	(116) %

Les éléments particuliers touchant le ROS, le RPA et le RCU comprennent l'incidence de l'intégration de la division Formation pour l'aviation d'affaires de Bombardier (BBAT) à l'exercice 2020 et à l'exercice 2019. Pour l'exercice 2019, les éléments particuliers touchant le RCU comprennent également le produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral aux États-Unis et les profits nets à la réévaluation de la participation antérieure dans l'Asian Aviation Centre of Excellence Sdn. Bhd. (AACE) et à la cession de notre participation dans la coentreprise Zhuhai Xiang Yi Aviation Technology Company Limited (ZFTC).

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

- Le 4 novembre 2019, nous avons conclu une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de Directional Aviation Capital et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings, Inc. pour une contrepartie en trésorerie de quelque 85 millions \$ US.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication contraire :

- *Cet exercice* et *2020* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2020;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2019;
- Les montants en dollars sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 13 novembre 2019 et présente l'analyse par notre direction de nos résultats (le rapport de gestion) ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2019. Nous l'avons préparé pour vous aider à mieux comprendre nos activités, notre performance et notre situation financière au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous reporter à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 et à nos états financiers consolidés annuels audités, que vous trouverez dans notre rapport financier pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport financier 2019 vise aussi à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise, dont :

- Notre mission;
- Notre vision;
- Notre stratégie;
- Nos activités;
- Variations du change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport financier et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimé importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions; ou
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour prendre une décision d'investissement.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, nos dépenses d'investissement en immobilisations, nos expansions et initiatives nouvelles, nos obligations financières et nos ventes futures. Les énoncés prospectifs contiennent normalement des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, vouloir, devoir, stratégie, futur* et des formulations analogues. De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses qui sont assujetties à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquelles pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts.

Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment des risques liés à l'industrie, comme la concurrence, les budgets de la défense et le calendrier des dépenses à cet égard, les programmes de défense et de sécurité financés par l'État, les contraintes du secteur de l'aviation civile, les questions liées à la réglementation, des risques propres à CAE, comme l'évolution des normes et des technologies, les activités de R-D, les contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme, les partenariats stratégiques et les contrats à long terme, l'approvisionnement et le rapport de force des fabricants d'équipement d'origine (OEM), l'intégration des produits et la gestion des programmes, la protection des droits de notre propriété intellectuelle, l'accès à la propriété intellectuelle de tiers, la perte de personnel clé, les relations de travail, les questions environnementales, les risques liés à la responsabilité qui pourraient ne pas être couverts par les assurances ou des indemnisations, les garanties et autres réclamations sur des produits, l'intégration des entreprises acquises par voie de fusions, d'acquisitions, de coentreprises, d'alliances stratégiques ou de dessaisissements, notre capacité à pénétrer de nouveaux marchés, les mesures prises par les États-Unis en matière de propriété, de contrôle ou d'influence étrangère, la durée du cycle de vente, le caractère saisonnier des activités, le rendement continu du capital investi pour les actionnaires, les systèmes de technologie de l'information, y compris les menaces liées à la cybersécurité, la confidentialité des données et notre dépendance envers la technologie et les tiers fournisseurs; de même que des risques liés au marché, comme les écarts de change, la disponibilité du capital et le risque de crédit, la capitalisation des régimes de retraite, le fait de faire des affaires à l'étranger, y compris l'instabilité politique, les lois anticorruption et les questions fiscales. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du présent rapport. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes liées à nos activités sont présentées dans notre rapport financier 2019. Nous avisons le lecteur que la liste susmentionnée n'est pas nécessairement exhaustive. Nous sommes soumis à d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous considérons comme négligeables à l'heure actuelle, mais qui pourraient entraver nos activités.

Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. Les renseignements et énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport sont expressément visés par cette mise en garde.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et des soins de santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés et 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre mission

Par l'intermédiaire de la formation que nous fournissons, nous visons à améliorer la sécurité du transport aérien, la préparation aux missions des forces de défense et la capacité du personnel médical à sauver des vies.

3.3 Notre vision

Notre vision est d'être reconnus mondialement comme le partenaire de choix en formation en vue de renforcer la sécurité, l'efficacité et la préparation.

3.4 Notre stratégie

Nous assurons la sécurité, l'efficacité et la préparation de nos clients dans trois principaux marchés : aviation civile, défense et sécurité, et santé.

Nous sommes une société unique, entièrement centrée sur la formation, et notre engagement envers les besoins de formation à long terme de nos clients est incontesté depuis plus de 70 ans.

Nous offrons la gamme de solutions de formation complètes la plus innovatrice et la plus vaste qui soit par l'intermédiaire d'un réseau mondial qui conjugue la formation sur appareil, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la réalité augmentée, de même que la formation constructive au moyen de simulations sur ordinateur. Nos impératifs stratégiques se concentrent sur la protection de notre position de chef de file et la croissance plus rapide que les marchés sous-jacents.

Six forces

Nous sommes d'avis que six forces fondamentales sous-tendent notre stratégie et nous placent en bonne position en vue d'une croissance à long terme durable :

- Haut niveau d'activités récurrentes;
- Fossé concurrentiel solide;
- Espace pour croître dans les grands marchés;
- Tendances favorables constantes;
- Possibilité de rendements plus importants;
- Culture d'innovation.

Haut niveau d'activités récurrentes

Nous exerçons des activités dans des secteurs fortement réglementés ayant des exigences de formation obligatoires et périodiques pour le maintien des attestations professionnelles. Plus de 60 % de nos activités proviennent de la prestation de services, importante source d'activités récurrentes, et sont en grande partie tributaires d'ententes à long terme avec nombre de compagnies aériennes, d'exploitants d'avions d'affaires et de forces de défense.

Fossé concurrentiel solide

Notre réseau mondial de formation, nos solutions uniques de formation de bout en bout, d'élève-pilote à commandant de bord, nos systèmes de formation à composante numérique, notre expertise en intégration de systèmes de formation, nos connaissances inégalées des clients de même que la puissance et la notoriété de notre image de marque sont au cœur de notre fossé concurrentiel.

Espace pour croître dans les grands marchés

Nous fournissons des solutions de formation innovatrices à des clients dans d'importants marchés exploitables liés à l'aviation civile, à la défense et à la sécurité ainsi qu'à la santé. Ces trois grands marchés présentent des occasions inexploitées qui nous dotent d'une marge de manœuvre considérable pour accroître notre part de marché à long terme.

Tendances favorables constantes

Il existe des tendances favorables marquées dans les secteurs de l'aviation civile et de la défense. Le trafic passagers et les budgets de défense devraient continuer de croître dans le monde au cours des 10 prochaines années.

Possibilité de rendements plus importants

Pour chacun de nos secteurs, nous prévoyons que le taux de croissance sera supérieur à celui des marchés sous-jacents. La proportion croissante des produits des activités ordinaires que nous tirons des services de formation présente la possibilité d'un cycle moins amplifié, la formation découlant en grande partie des besoins en formation du parc d'appareils en service. Nous mettons également à contribution notre position dominante sur le marché pour approfondir et étendre nos relations clients. Nous constatons des occasions d'utiliser davantage notre réseau de formation, d'accroître les produits des activités ordinaires que nous tirons de nos actifs existants et de déployer de nouveaux actifs qui offrent des rendements croissants.

Culture d'innovation

Nous tirons un avantage concurrentiel considérable de notre position de chef de file de l'innovation en matière de produits de simulations et de solutions de formation. En collaboration avec nos clients, nous concevons et livrons les systèmes de formation les plus perfectionnés du secteur et les dotons des plus récentes innovations technologiques en matière de simulation, de réalité augmentée et de technologies numériques, qui façonnent l'avenir de la formation.

3.5 Nos activités

Nous fournissons des solutions de formation intégrées à trois marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché de l'aviation civile comprend les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les constructeurs d'aéronefs, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique, les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO), et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché de la défense et de la sécurité englobe les forces de défense, les fabricants OEM, les organismes gouvernementaux et les organismes de sécurité publique du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine et de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des fabricants OEM.

MARCHÉ DE L'AVIATION CIVILE

Nous fournissons une gamme complète de solutions de formation de l'équipage de conduite, du personnel de cabine, du personnel de maintenance et du personnel au sol dans les secteurs de l'aviation commerciale, d'affaires et sur hélicoptère, un éventail exhaustif de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage.

Grâce à nos solutions de formation complètes dans le secteur de l'aviation, nous disposons de la position unique et de la portée mondiale pour répondre aux besoins des pilotes professionnels tout au long de leur carrière, d'élève-pilote à commandant de bord. Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation civile dans le monde. Notre vaste expérience du secteur et notre leadership éclairé en la matière, notre important réseau d'appareils en service, nos relations solides et notre réputation de partenaire de confiance nous permettent d'accéder à une plus grande part du marché que toute autre société de notre industrie. Nous offrons des services de formation aéronautique dans plus de 35 pays et, grâce à notre important réseau de plus de 50 centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont les compagnies aériennes et autres exploitants d'avions commerciaux, d'avions d'affaires et d'hélicoptères.

Parmi nos milliers de clients, quelque 40 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des accords de services de formation et d'exploitation de centres de formation à long terme et des coentreprises. Notre gamme complète de solutions de formation comprend des produits et services destinés à la formation des pilotes, du personnel de cabine et des techniciens de maintenance, l'exploitation de centres de formation, l'élaboration de programmes de formation, les didacticiels, et les services de consultation. Nous exploitons actuellement 299 simulateurs de vol (FFS), y compris ceux exploités en coentreprise. Nous offrons la meilleure technologie du secteur et façonnons l'avenir de la formation au moyen d'innovations comme nos systèmes de formation de prochaine génération, y compris un système fournissant des données en temps réel et des évaluations normalisées appelé CAE Rise^{MC}, qui améliorent la qualité, l'objectivité et l'efficacité de la formation en intégrant des connaissances axées sur les données de vol et de simulation jusqu'ici inexploitées. Dans le domaine de la formation de nouveaux pilotes, CAE exploite le plus important réseau de formation initiale au vol dans le monde. Dans le domaine de la gestion des ressources, CAE est le chef de file mondial sur le marché du placement de membres d'équipage et du personnel technique auprès des compagnies aériennes, des sociétés de location d'appareils, des fabricants et des entreprises d'entretien, de réparation et de révision (MRO).

Qualité, fidélité, fiabilité et innovation sont au cœur des dispositifs de simulation de vol de marque CAE, et nous sommes le chef de file mondial de l'élaboration de simulateurs de vol pour l'aviation civile. Nos processus sont en constante évolution, et nous dominons le marché en ce qui a trait à la conception, à la fabrication et à l'intégration de FFS civils pour de grandes compagnies aériennes et des transporteurs régionaux, pour des exploitants d'avions d'affaires ainsi que pour des centres de formation exploités par des tiers et des fabricants OEM. Nous avons constitué une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 modèles d'appareils. Nos dispositifs de simulation de vol, incluant nos FFS, sont conçus pour satisfaire aux exigences rigoureuses tout au long de leur durée de vie utile, laquelle se prolonge souvent pendant plusieurs décennies d'usage constant. Notre portée mondiale nous permet d'offrir les meilleurs services de soutien sur le marché, comme la surveillance à distance en temps réel, et de tirer parti de notre important réseau mondial de pièces de rechange et d'équipes de maintenance.

La demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés est tributaire de la croissance du trafic aérien, du nombre de départs à la retraite de pilotes dans le monde et de l'accroissement des parcs d'appareils en service. À mesure que les économies mondiales et les flottes des transporteurs poursuivent leur expansion, il en va de même avec la demande de personnel qualifié des compagnies aériennes et, en conséquence, la demande de solutions de formation complètes.

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, le secteur de l'aéronautique prévoit généralement que la croissance moyenne à long terme du trafic aérien sera de 4,1 % par année au cours de la prochaine décennie. Pour les neuf premiers mois de l'année civile 2019, le trafic passagers a augmenté de 4,5 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année civile 2018. Le trafic passagers a progressé de 5,1 % en Europe, alors qu'il s'est accru de 5,0 % en Asie-Pacifique, de 4,7 % en Amérique latine, de 3,9 % en Amérique du Nord et de 1,7 % au Moyen-Orient;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, il existe un lien étroit entre la demande de formation et les vols d'avions d'affaires. Selon la Federal Aviation Administration, le nombre total de vols d'avions d'affaires, qui comprend tous les vols intérieurs et internationaux, est demeuré stable au cours des 12 derniers mois;
- Le parc mondial d'avions commerciaux devrait afficher un taux moyen de croissance d'environ 3,4 % par année au cours des deux prochaines décennies. De septembre 2018 à septembre 2019, le parc mondial d'avions commerciaux s'est accru de 4,3 %, affichant une hausse de 6,4 % en Asie-Pacifique, de 3,7 % en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique et de 3,0 % en Amérique.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions de formation sur le marché de l'aviation civile est déterminée par les facteurs suivants :

- Réglementation en matière de formation et d'attestation des pilotes;
- Impératifs de sécurité et d'efficacité des compagnies aériennes et des exploitants d'avions d'affaires;
- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Croissance du parc d'avions commerciaux et d'avions d'affaires en service;
- Demande pour des professionnels de l'aviation qualifiés.

MARCHÉ DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ

Nous sommes un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense aériennes, terrestres et navales, ainsi que pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique.

Nous sommes un chef de file mondial de l'élaboration et de la livraison de solutions intégrées d'entraînement réel, virtuel et constructif (iLVC) destinées aux forces de défense. La plupart des forces militaires combinent l'entraînement en vol, la formation virtuelle fondée sur la simulation et la formation constructive axée sur les simulations générées par ordinateur. Grâce à notre savoir-faire et à notre expérience en tant qu'intégrateur de systèmes de formation, nous sommes à même d'aider les forces de défense à atteindre un équilibre optimal dans leur entraînement iLVC afin d'assurer la préparation aux missions. Notre savoir-faire en matière d'entraînement englobe un large éventail d'aéronefs, incluant des chasseurs, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des avions de patrouille maritime, des avions de ravitaillement et de transport de même que des appareils télépilotés, aussi appelés systèmes aériens sans pilote. Nous transposons de plus en plus nos capacités d'intégration de systèmes de formation au domaine naval afin de fournir des solutions d'entraînement naval, comme l'illustrent le programme portant sur la fourniture d'un centre d'entraînement naval complet pour la marine des Émirats arabes unis et notre rôle de soutien dans la phase de conception du programme de navires de combat de surface canadiens. Nous offrons des solutions d'entraînement aux forces terrestres, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs, les tireurs et le personnel de maintenance de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des solutions de simulation constructive pour la formation du personnel de commandement et d'état-major. Nous fournissons également des solutions de formation aux organismes gouvernementaux en matière de gestion des urgences et des catastrophes. Au cours de l'exercice 2019, nous avons acquis et intégré Alpha-Omega Change Engineering Inc. (AOCE) à CAE USA Mission Solutions Inc., une filiale de CAE USA Inc. qui est autorisée à participer à des programmes de sécurité de plus haut niveau.

Les forces de défense s'efforcent de faire davantage appel à l'entraînement virtuel et d'équilibrer leurs programmes entre l'entraînement réel, virtuel et constructif de manière à maximiser la préparation et l'efficacité. Nous privilégions les programmes qui intègrent l'entraînement réel, virtuel et constructif, dont l'envergure est habituellement plus grande que ceux ne portant que sur l'un des trois aspects de la formation. En tant qu'intégrateurs de systèmes de formation de premier plan, nous sommes dans une position unique pour offrir à nos clients une gamme complète de solutions iLVC innovatrices allant d'environnements d'apprentissage numérique à l'entraînement réel, virtuel et constructif intégré dans un environnement en réseau sécurisé. En règle générale, nos solutions combinent services, produits et logiciels d'entraînement de manière à maintenir et à améliorer la sécurité, l'efficacité, la préparation aux missions et les capacités à prendre des décisions. Nous avons une vaste expérience de la fourniture et de l'exploitation de solutions d'entraînement imparties dans des installations appartenant au gouvernement et exploitées par celui-ci; des installations appartenant au gouvernement et exploitées par un sous-traitant; et des installations appartenant à l'entreprise et exploitées par celle-ci. Nous offrons des services d'analyse des besoins en formation, des services d'analyse des données de formation, des didacticiels, des services de conception de systèmes d'entraînement, des installations, des centres de contrôle tactique, des environnements synthétiques, des dispositifs d'entraînement virtuel, des outils d'entraînement en vol, des salles de classe dotées d'outils de médias numériques, des services d'entraînement en mode distribué, des services d'élaboration de scénarios, des formateurs, des services d'exploitation de centres de formation, ainsi qu'un processus continu d'amélioration de la formation intégrant l'analyse de mégadonnées.

Nous avons livré des produits de simulation et offert des services d'entraînement à une cinquantaine de forces de défense dans plus de 40 pays. Nous fournissons une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et des services d'entraînement sur simulateur dans plus de 100 établissements dans le monde, y compris ceux que nous détenons en coentreprise. Nous soutenons également l'entraînement en vol, notamment aux termes du programme d'entraînement en vol de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Canada et des programmes d'entraînement en vol sur appareils à voilure fixe de l'armée américaine, et nous aidons nos clients à atteindre un équilibre optimal dans leurs activités de formation.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos solutions d'entraînement sur les marchés de la défense et de la sécurité est déterminée par les facteurs suivants :

- Croissance des budgets de défense;
- Réseau existant de plateformes militaires durables et nouveaux clients;
- Intérêt de l'impartition des services d'entraînement et de maintenance;
- Défis liés au recrutement, à l'entraînement et au maintien en poste de pilotes et de membres d'équipage pour les forces militaires du monde entier;
- Volonté d'intégrer les systèmes d'entraînement pour générer des efficacités et rehausser la préparation;
- Besoins en matière de formation synthétique pour l'entraînement aux missions intégré et en réseau, y compris l'entraînement de forces interarmées et de coalition;
- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces armées de recourir davantage à la formation synthétique;
- Relations avec les fabricants OEM en matière de simulation et d'entraînement.

MARCHÉ DES SOINS DE SANTÉ

Nous concevons et fabriquons des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élaborons des didacticiels et offrons des services pour la formation des étudiants en médecine, soins infirmiers et soins paramédicaux ainsi que des fournisseurs de soins de santé partout dans le monde.

La formation fondée sur la simulation est l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant les erreurs médicales. Nous mettons à contribution notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité des soins aux patients. Pour ce faire, nous avons créé à ce jour trois Centres d'excellence CAE Santé afin d'améliorer la formation clinique et d'élaborer de nouvelles technologies de formation et du nouveau contenu à l'intention des professionnels des soins de santé et des étudiants. Le marché de la simulation pour les soins de santé est en croissance, on constate aux États-Unis une transition des soins rémunérés à l'acte vers les soins fondés sur la valeur dans les hôpitaux. De plus, les centres de simulation sont de plus en plus présents dans les écoles de soins infirmiers et les facultés de médecine.

Nous offrons la gamme la plus variée et la plus innovatrice de produits et de services de simulation médicale, dont des simulateurs de patients, d'échographie et d'intervention chirurgicale, des solutions audiovisuelles, des solutions de gestion de centres et des didacticiels destinés à l'éducation et à la formation fondées sur la simulation en soins de santé. Nous avons vendu des simulateurs à des clients dans quelque 80 pays qui sont actuellement desservis par notre réseau mondial. Nous sommes un chef de file du marché des simulateurs de patients fondés sur des modèles de physiologie humaine évolués qui simulent des réactions humaines réalistes aux interventions cliniques. Par exemple, notre simulateur d'accouchement haute fidélité Lucina a été conçu pour offrir des scénarios de simulation d'un réalisme exceptionnel qui permettent de s'exercer à effectuer des accouchements normaux ainsi qu'à être prêts à faire face à des urgences maternelles rares. Au cours des deux dernières années, nous avons continué d'investir dans le développement de nouveaux produits de moyenne fidélité pour répondre à la demande croissante sur le marché de la simulation en soins de santé. Nous avons lancé CAE Juno, un mannequin de compétences cliniques qui permet aux programmes de soins infirmiers de s'adapter à l'accès restreint aux patients attribuable aux conditions complexes des patients hospitalisés et aux questions de responsabilité en soins de santé, le mannequin en soins d'urgence CAE Ares, qui est conçu pour la formation avancée en réanimation et la formation de l'American Heart Association (AHA), et le simulateur de nouveau-né CAE Luna, produit innovant qui simule un état critique des nouveau-nés et des nourrissons. Grâce à ces solutions, nous fournissons des outils d'apprentissage parmi les plus innovateurs qui soient aux établissements universitaires de santé, qui constituent le principal segment de marché de la simulation dans le domaine des soins de santé. Nous continuons de repousser les limites de la technologie et nous avons été la première entreprise à commercialiser une application de réalité mixte intégrant les HoloLens de Microsoft sur le marché de la simulation médicale. Nous continuons d'intégrer la réalité augmentée et virtuelle à nos plateformes logicielles de pointe afin d'offrir des solutions de formation adaptées et des produits révolutionnaires.

Par l'intermédiaire de notre Académie Santé, nous offrons de la formation entre pairs aux établissements des clients ainsi qu'à nos centres de formation au Canada, en Allemagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Notre Académie compte un corps professoral de plus de 50 personnes, y compris des infirmiers, des médecins, des ambulanciers et des échographistes, lesquels, en collaboration avec des établissements de santé de premier plan, ont élaboré des didacticiels pour plus de 500 expériences cliniques simulées à l'intention de nos clients.

Nous offrons des solutions clés en main, des services de gestion de projets et des services professionnels dans le cadre de programmes de simulation dans le domaine des soins de santé. Nous collaborons également avec des fabricants d'équipements médicaux et des sociétés scientifiques pour mettre au point des solutions de formation innovatrices et personnalisées. En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists (ASA), nous avons, depuis septembre 2017, lancé les quatre premiers modules pour Anesthesia SimSTAT, un environnement clinique virtuel à l'intention des médecins. Cette nouvelle plateforme offre une formation médicale continue pour le maintien de la certification en anesthésie (MOCA) et nous a permis d'étendre l'accès à la formation clinique fondée sur la simulation au domaine de l'anesthésiologie. En outre, par l'intermédiaire de partenariats sectoriels avec des fabricants d'équipements médicaux, nous avons mis au point un simulateur d'intervention spécialisée permettant aux médecins de s'exercer à implanter des stimulateurs cardiaques de prochaine génération, de même que CAE CathLabVR, un simulateur d'intervention de cathétérisme en laboratoire de conception modulaire et portative que nous avons lancé dans le secteur de la simulation cardiaque en septembre 2018. En janvier 2018, nous avons annoncé une collaboration avec l'AHA pour créer un réseau d'établissements de formation mondiaux qui offriront des cours de secourisme de l'AHA dans des pays actuellement mal desservis.

Facteurs déterminants du marché

La demande pour nos produits et services de simulation sur le marché des soins de santé est déterminée par les facteurs suivants :

- Accès limité à de vrais patients pendant la formation;
- Révolution dans le domaine des technologies de réalité mixte et des technologies médicales;
- Utilisation de plus en plus importante de la simulation, et demande pour des méthodes de formation innovatrices et adaptées;
- Importance croissante de la sécurité et des résultats pour les patients.

Vous trouverez un complément d'information sur nos activités dans notre rapport financier de l'exercice 2019, notre notice annuelle et notre rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale.

4. VARIATIONS DU CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2019	30 juin 2019	Augmentation / (diminution)	31 mars 2019	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,31	1 %	1,34	(1) %
Euro (€)	1,44	1,49	(3) %	1,50	(4) %
Livre sterling (£)	1,63	1,66	(2) %	1,74	(6) %

Les taux de change trimestriels moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2019	30 juin 2019	Augmentation / (diminution)	30 septembre 2018	Augmentation / (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,32	1,34	(1) %	1,31	1 %
Euro (€)	1,47	1,50	(2) %	1,52	(3) %
Livre sterling (£)	1,63	1,72	(5) %	1,71	(5) %

La conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une diminution de 5,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,1 million \$ du résultat net du trimestre considéré par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019. Pour le premier semestre de l'exercice 2020, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger a donné lieu à une augmentation de 1,3 million \$ des produits des activités ordinaires et de 0,9 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2019. Nous avons obtenu ce résultat en convertissant les produits des activités ordinaires et le résultat net libellés en monnaie étrangère du trimestre aux taux de change mensuels moyens du deuxième trimestre de l'exercice précédent et en comparant ces montants ajustés aux montants présentés pour le trimestre écoulé.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information supplémentaire utile, mais peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures hors PCGR aux mesures portant le même nom que fournissent ou utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer et contrôler combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau de la Société dans son ensemble, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs d'impôt, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Afin de comprendre d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Rendement du capital utilisé (RCU)

Le RCU sert à évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance) corporelles

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dettes nettes

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres correspond à la dette nette divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA correspond à la dette nette divisée par le BAIIA des douze derniers mois. Le BAIIA s'entend du bénéfice avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que les actifs détenus en vue de la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et des passifs détenus en vue de la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes et la quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence et les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition. Nous sommes d'avis que cette mesure aide la direction et les investisseurs à évaluer notre performance opérationnelle en continu.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Prises de commandes et carnet de commandes*Prises de commandes*

Les prises de commandes sont une mesure financière hors PCGR qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues.

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, une commande est habituellement convertie en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes total est une mesure financière hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure additionnelle conforme aux PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières, structures fiscales et activités abandonnées. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises et de secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel (ROS)

Le résultat opérationnel sectoriel est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des indicateurs clés utilisés pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Résultat par action avant les éléments particuliers

Le résultat par action avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2020

(montants en millions, sauf les montants par action)	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Produits des activités ordinaires	896,8	825,6	1 022,0	816,3	743,8 \$
Coût des ventes	660,1	581,9	734,0	583,0	542,3 \$
Marge brute ²	236,7	243,7	288,0	233,3	201,5 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	26,4	29,5	28,2	28,6	27,1 %
Frais de recherche et de développement ²	35,8	31,9	9,9	31,1	29,1 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	98,0	113,3	123,2	101,4	87,9 \$
Autres profits — montant net	(11,5)	(0,3)	(5,2)	(2,5)	(9,4) \$
Quote-part après impôt du résultat des participations mises en équivalence	(10,4)	(12,1)	(10,3)	(9,7)	(4,8) \$
Résultat opérationnel ²	124,8	110,9	170,4	113,0	98,7 \$
En pourcentage des produits des activités ordinaires	13,9	13,4	16,7	13,8	13,3 %
Charges financières — montant net	34,3	34,9	25,7	19,3	19,9 \$
Résultat avant impôt sur le résultat	90,5	76,0	144,7	93,7	78,8 \$
Charge d'impôt sur le résultat	15,5	13,0	19,3	14,2	15,2 \$
En pourcentage du résultat avant impôt sur le résultat (taux d'imposition)	17	17	13	15	19 %
Résultat net	75,0	63,0	125,4	79,5	63,6 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	73,8	61,5	122,3	77,6	60,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,2	1,5	3,1	1,9	2,9 \$
	75,0	63,0	125,4	79,5	63,6 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,28	0,23	0,46	0,29	0,23 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers ²	0,28	0,24	0,48	0,29	0,23 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 21 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 153,0 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est fixée à 136,8 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile et à 16,2 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité. Les produits des activités ordinaires du secteur Santé sont demeurés stables.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 256,6 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'est fixée à 183,5 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, à 68,4 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et à 4,7 millions \$ pour le secteur Santé.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel sectoriel² en hausse de 26,1 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 124,8 millions \$, soit 13,9 % des produits des activités ordinaires, pour le trimestre, par rapport à 98,7 millions \$, soit 13,3 % des produits des activités ordinaires, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019.

La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 36,9 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, neutralisée en partie par la diminution de 8,1 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et par celle de 2,7 millions \$ pour le secteur Santé en regard du deuxième trimestre de l'exercice 2019.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 235,7 millions \$, soit 13,7 % des produits des activités ordinaires, par rapport à 197,2 millions \$, soit 13,5 % des produits des activités ordinaires, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 38,5 millions \$, soit 20 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du résultat opérationnel sectoriel s'est établie à 57,2 millions \$ pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, neutralisée en partie par la diminution de 14,5 millions \$ pour le secteur Défense et sécurité et par celle de 4,2 millions \$ pour le secteur Santé.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes comparatives. Conformément à IFRS 16, nous avons éliminé la charge au titre des contrats de location simple qui était comptabilisée aux termes d'IAS 17 et l'avons remplacée par une dotation aux amortissements supplémentaire qui découle des actifs au titre de droits d'utilisation additionnels et qui est comptabilisée de façon linéaire sur la durée des contrats de location, et par des charges d'intérêt plus élevées qui découlent de la comptabilisation des obligations locatives et qui sont calculées au taux d'intérêt effectif.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 14,4 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 s'explique essentiellement par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang au quatrième trimestre de l'exercice 2019 pour financer l'acquisition de BBAT et par l'augmentation des intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, le montant net des charges financières s'est établi à 69,2 millions \$, en hausse de 33,3 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets non garantis de premier rang au quatrième trimestre de l'exercice 2019 pour financer l'acquisition de BBAT, par l'augmentation des intérêts sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16 et par la baisse des produits financiers.

Taux d'imposition de 17 % pour le trimestre

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 15,5 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, par rapport à 19 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019.

La diminution du taux d'imposition par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 s'explique d'abord et avant tout par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le premier semestre de l'exercice 2020, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 28,5 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 17 %, par rapport à 16 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'augmentation du taux d'imposition du premier semestre de l'exercice 2020 par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'incidence de contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

6.2 Prises de commandes consolidées et carnet de commandes total

Carnet de commandes total³ stable par rapport au trimestre précédent

(montants en millions)	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2019
Commandes engagées ³ en début de période	7 405,6 \$	7 461,4 \$
+ prises de commandes ³	995,4	1 936,2
- produits des activités ordinaires	(896,8)	(1 722,4)
+/- ajustements	(30,5)	(201,5)
Commandes engagées en fin de période	7 473,7 \$	7 473,7 \$
Carnet de commandes des coentreprises ³ (exclusivement composé de commandes engagées)	353,0	353,0
Commandes non financées et options ³	1 411,7	1 411,7
Carnet de commandes total	9 238,4 \$	9 238,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes³ pour le trimestre s'est établi à 1,11. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,19.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre trois secteurs :

- Solutions de formation pour l'aviation civile;
- Défense et sécurité;
- Santé.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

À moins d'indication contraire, les éléments d'analyse de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat opérationnel sectoriel sont présentés en ordre de grandeur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Solutions de formation pour l'aviation civile	100,2 18,9	98,6 20,6	115,5 19,5	87,2 19,0	63,3 \$ 16,1 %
Défense et sécurité	26,0 7,7	15,1 4,7	50,7 13,1	25,2 7,6	34,1 \$ 10,6 %
Santé	(1,4) —	(2,8) —	4,2 10,3	0,6 2,2	1,3 \$ 4,3 %
Résultat opérationnel sectoriel	124,8	110,9	170,4	113,0	98,7 \$

Capital utilisé⁴

<i>(montants en millions)</i>	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Solutions de formation pour l'aviation civile	3 655,2	3 549,6	3 274,7	2 333,7	2 054,2 \$
Défense et sécurité	1 191,8	1 192,2	1 032,0	1 032,8	1 026,2 \$
Santé	225,8	226,8	222,8	223,2	209,4 \$
	5 072,8	4 968,6	4 529,5	3 589,7	3 289,8 \$

7.1 Solutions de formation pour l'aviation civile

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

Acquisition

- Le 29 août 2019, nous avons annoncé la conclusion d'un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital (DAC), comprenant une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de DAC et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings Inc.. La clôture de l'acquisition a eu lieu le 4 novembre 2019.

Expansions

- Nous avons annoncé l'expansion de notre capacité de formation en Asie avec un nouveau centre de formation à Bangkok (Thaïlande);
- Nous avons annoncé l'ouverture d'un nouveau centre de formation à Gurugram (Inde);
- Nous avons annoncé l'inauguration de nouveaux centres de formation à London Gatwick, à Manchester et à Milan pour soutenir le début de notre entente exclusive de 10 ans pour la formation des pilotes établie avec easyJet et répondre à la demande croissante de formation des compagnies aériennes en Europe;
- Nous avons annoncé l'expansion de notre réseau d'aviation d'affaires avec un nouveau FFS Bombardier Global 7500 et un nouveau dispositif de formation au vol Bombardier Learjet 75.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé le lancement d'un nouveau programme de formation des élèves-pilotes, dans le cadre duquel CAE formera plus de 700 nouveaux pilotes professionnels pour le programme Destination 225° de Southwest Airlines au cours des dix prochaines années;
- Nous avons annoncé les deux dernières ambassadrices Femmes pilotes aux commandes de CAE et gagnantes des bourses de 2019.

COMMANDES

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires de 602,9 millions \$, dont des contrats portant sur la fourniture de 11 FFS au cours du trimestre, portant le total des commandes visant la fourniture de FFS du secteur civil à 20 pour le premier semestre de l'exercice, dont les suivants :

- Cinq FFS, incluant deux Bombardier Challenger CL350, un Gulfstream G650, un Embraer Legacy 500 et un Embraer Phenom 300, à SIMCOM International;
- Un Boeing 737MAX à Alaska Airlines;
- Cinq FFS à des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Principaux contrats obtenus au cours du trimestre :

- Une prolongation de contrat de 5 ans pour la formation des pilotes avec Sunwing Airlines;
- Un contrat de 3 ans pour la formation des pilotes avec Loganair;
- Un contrat de 5 ans pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec Flightworks Inc.

RÉSULTATS FINANCIERS

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés, le taux d'utilisation et les FFS livrés)

	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Produits des activités ordinaires	529,9	477,6	593,4	458,4	393,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	100,2	98,6	115,5	87,2	63,3 \$
Marges opérationnelles	18,9	20,6	19,5	19,0	16,1 %
ROS avant les éléments particuliers ⁵	101,4	101,0	122,3	87,2	63,3 \$
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	19,1	21,1	20,6	19,0	16,1 %
Dotation aux amortissements	57,3	55,9	47,5	37,7	37,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	52,4	83,6	87,9	55,3	36,0 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	10,3	5,4	7,2	10,3	8,5 \$
Capital utilisé	3 655,2	3 549,6	3 274,7	2 333,7	2 054,2 \$
Carnet de commandes total	5 124,8	5 090,3	5 039,6	4 566,1	4 310,8 \$
Unités NES ⁵	243	242	224	219	215
FFS déployés dans le réseau de CAE	299	294	286	266	264
Taux d'utilisation ⁵	69	76	75	75	72 %
FFS livrés	18	5	25	16	5

Produits des activités ordinaires en hausse de 35 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 découle de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait d'un nombre plus élevé de livraisons et du calendrier des grandes étapes de production pour les dispositifs dont les produits sont comptabilisés progressivement, de l'intégration de BBAT dans nos résultats par suite de son acquisition au quatrième trimestre de l'exercice 2019 et de l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau. La hausse a été contrebalancée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Amérique.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 1,0 milliard \$, en hausse de 183,5 millions \$, soit 22 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 découle de l'intégration de BBAT dans nos résultats, de l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs du fait d'un nombre plus élevé de livraisons et du calendrier des grandes étapes de production pour les dispositifs dont les produits sont comptabilisés progressivement, de l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau et de la demande accrue pour nos services aux organisations de formation au vol. La hausse a été contrebalancée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Amérique.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 58 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 100,2 millions \$ (18,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 63,3 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2019.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 36,9 millions \$, soit 58 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019. L'augmentation est d'abord et avant tout attribuable à l'intégration des activités de BBAT dans nos résultats, à la hausse des produits

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, et à l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau. La hausse a été contrebalancée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Amérique.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 198,8 millions \$ (19,7 % des produits des activités ordinaires) pour le premier semestre de l'exercice, en hausse de 57,2 millions \$, soit 40 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique en grande partie par l'intégration des activités de BBAT dans nos résultats, par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de la vente de simulateurs, comme il est expliqué plus haut, par l'apport des simulateurs récemment installés dans notre réseau et par la demande accrue pour nos services aux organisations de formation au vol. Elle a été annulée en partie par la diminution du taux d'utilisation, surtout en Amérique.

Abstraction faite des coûts découlant de l'intégration de BBAT, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 101,4 millions \$ (19,1 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre et à 202,4 millions \$ (20,1 % des produits des activités ordinaires) au premier semestre de l'exercice, soit une hausse respective de 60 % et de 43 % depuis le début de l'exercice.

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 52,4 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 36,8 millions \$ pour le trimestre, alors que les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 15,6 millions \$.

Capital utilisé en hausse de 105,6 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, du fait de la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer, de la diminution des passifs sur contrat et de la hausse des stocks, essentiellement attribuable aux investissements stratégiques dans la fabrication anticipée et les travaux en cours visant certains simulateurs.

Carnet de commandes total en hausse de 1 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2019
Commandes engagées en début de période	4 762,3 \$	4 679,2 \$
+ prise de commandes	602,9	1 296,7
- produits des activités ordinaires	(529,9)	(1 007,5)
+/- ajustements	(19,2)	(152,3)
Commandes engagées en fin de période	4 816,1 \$	4 816,1 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	308,7	308,7
Carnet de commandes total	5 124,8 \$	5 124,8 \$

Pour le trimestre, les ajustements s'expliquent essentiellement par l'annulation d'une commande.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,14 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,45.

7.2 Défense et sécurité

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020

Expansions

- CAE USA et Leonardo ont signé un protocole d'entente pour collaborer aux États-Unis afin d'offrir des solutions intégrées pour les besoins de formation sur hélicoptère du marché gouvernemental;
- Nous avons annoncé le déménagement, d'ici 2022, du siège social américain, qui sera situé dans des locaux loués à l'aéroport international de Tampa.

COMMANDES

Le secteur Défense et sécurité a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 362,1 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'US Air Force pour continuer à former les équipages du KC-135 et réaliser une série de mises à niveau et de modifications de simulateurs des dispositifs de formation du KC-135;
- Un contrat de l'armée américaine pour fournir des services de formation sur appareils à voilure fixe et des services de soutien au centre de formation CAE de Dothan;
- Un contrat de Boeing pour réaliser une série de mises à niveau sur les dispositifs d'entraînement au vol opérationnel P-8A de la U.S. Navy;
- Un contrat de la U.S. Navy pour réaliser une série de mises à niveau sur les simulateurs d'hélicoptères MH-60 Seahawk;
- Un contrat de l'Agence de gestion des programmes Eurofighter et Tornado de l'OTAN pour réaliser des mises à niveau des simulateurs Tornado des forces aériennes allemandes;
- Un contrat de la U.S. Navy pour former les équipages du T-44C;
- Un contrat de l'armée américaine pour fournir cinq dispositifs d'entraînement supplémentaires à la maintenance des moteurs de chars Abrams M1A2.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Produits des activités ordinaires	336,5	320,5	387,9	330,2	320,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	26,0	15,1	50,7	25,2	34,1 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	7,7	4,7	13,1	7,6	10,6 %
Dotation aux amortissements	14,6	14,1	12,4	11,8	11,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	6,2	4,4	7,7	4,7	4,2 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	12,7	14,6	14,5	11,2	9,6 \$
Capital utilisé	1 191,8	1 192,2	1 032,0	1 032,8	1 026,2 \$
Carnet de commandes total	4 113,6	4 271,9	4 455,3	4 398,5	4 356,8 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 5 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

La hausse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 s'explique en grande partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens et nord-américains de même que par l'intégration d'AOCE dans nos résultats. La hausse a été neutralisée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Australasie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires ont totalisé 657,0 millions \$, en hausse de 68,4 millions \$, soit 12 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'intégration d'AOCE dans nos résultats et par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des programmes au Moyen-Orient et en Australasie.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 24 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 26,0 millions \$ (7,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 34,1 millions \$ (10,6 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2019.

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation du montant net des frais de recherche et de développement de la période en soutien à la réalisation des programmes, par l'apport moindre des programmes de produits nord-américains en raison des reports de commandes et du calendrier des grandes étapes des programmes à l'égard des contrats en carnet, et par la baisse du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient. La diminution a été annulée en partie par le recul des coûts de restructuration et d'intégration engagés par suite de l'acquisition d'AOCE.

Pour le premier semestre de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 41,1 millions \$ (6,3 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 14,5 millions \$, soit 26 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique d'abord et avant tout par l'apport moindre des programmes de produits nord-américains, par l'augmentation des frais de vente, généraux et d'administration, par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement et par la diminution du volume à l'égard des programmes au Moyen-Orient. La diminution a été annulée en partie par l'intégration d'AOCE dans nos résultats.

Capital utilisé en baisse de 0,4 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse du capital utilisé s'explique en grande partie par l'investissement moindre dans le fonds de roulement hors trésorerie, essentiellement du fait de la diminution des créances clients, neutralisée en partie par le recul des profits différés et autres passifs, la hausse des immobilisations incorporelles et les variations du change.

Carnet de commandes total en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent

<i>(montants en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2019
Commandes engagées en début de période	2 643,3 \$	2 782,2 \$
+ prise de commandes	362,1	581,6
- produits des activités ordinaires	(336,5)	(657,0)
+/- ajustements	(11,3)	(49,2)
Commandes engagées en fin de période	2 657,6 \$	2 657,6 \$
Carnet de commandes des coentreprises (exclusivement composé de commandes engagées)	44,3	44,3
Commandes non financées et options	1 411,7	1 411,7
Carnet de commandes total	4 113,6 \$	4 113,6 \$

Pour le trimestre, les ajustements sont principalement attribuables à l'incidence défavorable des variations du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il a été de 0,81.

Au cours du trimestre, des commandes de 20,7 millions \$ ont été ajoutées aux commandes non financées et des commandes de 199,1 millions \$ ont été transférées vers les commandes engagées.

7.3 Santé**EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2020****Expansions**

- Nous avons accru notre portée dans le secteur hospitalier en concluant une entente d'achats groupés avec Premier, société de premier plan vouée à l'amélioration des soins de santé qui englobe quelque 4 000 hôpitaux et réseaux de santé aux États-Unis et près de 175 000 autres fournisseurs de services et organismes;
- Nous avons étendu notre portée géographique sur le marché scandinave grâce à un nouveau distributeur au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé Vimedix 3.0, doté d'une nouvelle interface utilisateur et d'une anatomie plus réaliste;
- Nous avons collaboré avec deux fabricants OEM pour livrer des solutions de formation en échographie adaptées, l'une visant à réduire la douleur postopératoire et l'autre à traiter les fibromes utérins sans incision chirurgicale, continuant de miser sur nos technologies et notre expertise auprès de sociétés de dispositifs médicaux de premier plan grâce au développement de solutions de formation sans risque à l'intention des médecins;
- En collaboration avec l'ASA, nous avons lancé Anesthesia SimSTAT — PACU, nouvel ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésies sur écran, pour lequel l'American Board of Anesthesiology a accordé des crédits de MOCA.

COMMANDES

Les ventes de CAE Santé pour le trimestre ont été dominées par les simulateurs de patients et les solutions de gestion de centres.

RÉSULTATS FINANCIERS

<i>(montants en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Produits des activités ordinaires	30,4	27,5	40,7	27,7	30,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	(1,4)	(2,8)	4,2	0,6	1,3 \$
Marges opérationnelles	—	—	10,3	2,2	4,3 %
Dotation aux amortissements	3,5	3,8	3,6	3,4	3,4 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles	0,2	1,0	0,6	1,6	0,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,7	2,7	2,8	3,0	1,5 \$
Capital utilisé	225,8	226,8	222,8	223,2	209,4 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

La hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres, des simulateurs d'intervention et des services liés aux relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM a été contrebalancée par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs de patients et des simulateurs d'échographie.

Pour le premier semestre de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 57,9 millions \$, en hausse de 9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits des activités ordinaires tirés des solutions de gestion de centres, des simulateurs d'intervention et des services liés aux relations clés que nous entretenons avec les fabricants OEM, ainsi que l'augmentation du volume à l'égard des simulateurs de patients, ont été contrebalancées par la diminution des produits des activités ordinaires tirés des simulateurs d'échographie.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019

Le résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 1,4 million \$ pour le trimestre, par rapport à un bénéfice de 1,3 million \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019.

Le recul par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 est en grande partie attribuable à l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration pour soutenir l'expansion de notre effectif de vente, par une combinaison moins favorable de produits et par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement engagés à l'égard du développement de programmes et produits lancés récemment.

Le résultat opérationnel sectoriel a consisté en une perte de 4,2 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice, en baisse de 4,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse est en grande partie attribuable à l'investissement accru dans les frais de vente, généraux et d'administration pour soutenir l'expansion de notre effectif de vente et par la hausse du montant net des frais de recherche et de développement, comme il est expliqué plus haut.

Capital utilisé en baisse de 1,0 million \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique par la diminution du fonds de roulement hors trésorerie traduisant la baisse des créances clients. La diminution a été neutralisée en partie par les variations du change et l'accroissement des actifs au titre de droits d'utilisation.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

<i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	152,6 \$	123,0 \$	290,4 \$	240,2 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(115,9)	54,1	(313,7)	(93,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	36,7 \$	177,1 \$	(23,3) \$	146,5 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁶	(21,3)	(17,2)	(36,3)	(40,6)
Autres actifs	(2,0)	—	(4,7)	(4,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	—	0,4	2,3
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(0,7)	(3,6)	—	(9,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	8,6	7,1	8,6	7,1
Dividendes versés	(28,4)	(25,7)	(53,9)	(48,8)
Flux de trésorerie disponibles ⁶	(7,1) \$	137,7 \$	(109,2) \$	51,9 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁶	(37,5)	(23,7)	(111,5)	(53,4)
Frais de développement inscrits à l'actif	(22,2)	(15,6)	(42,2)	(28,7)
Actions ordinaires rachetées	(18,2)	(37,2)	(20,2)	(43,7)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,8	2,1	15,8	6,7
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	(1,7)	(33,5)	(9,2)	(33,5)
Incidence des variations du change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(5,5)	(8,7)	(12,8)	(14,8)
Variation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(90,4) \$	21,1 \$	(289,3) \$	(115,5) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Flux de trésorerie disponibles négatifs de 7,1 millions \$ pour le trimestre

La baisse par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2019 s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Pour le premier semestre de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles ont été négatifs et ont totalisé 109,2 millions \$, en baisse de 161,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par l'investissement accru dans le fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancé en partie par l'augmentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 58,8 millions \$ pour le trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 37,5 millions \$ pour le trimestre et à 111,5 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 21,3 millions \$ pour le trimestre et 36,3 millions \$ pour le premier semestre de l'exercice.

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE**9.1 Capital utilisé consolidé**

(montants en millions)	30 septembre 2019	30 juin 2019	1 ^{er} avril 2019 ¹⁾	31 mars 2019
Utilisation du capital :				
Actifs courants	2 013,5 \$	2 122,6 \$	2 109,6 \$	2 112,9 \$
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(222,5)	(322,0)	(446,1)	(446,1)
Passifs courants	(1 704,1)	(1 769,8)	(1 917,0)	(1 889,5)
Déduire : Partie courante de la dette à long terme	231,3	199,1	295,9	264,1
Fonds de roulement hors trésorerie ⁷	318,2 \$	229,9 \$	42,4 \$	41,4 \$
Immobilisations corporelles	1 976,0	1 968,7	1 943,3	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	408,0	402,7	432,8	—
Autres actifs non courants	2 923,0	2 918,3	2 899,9	2 903,3
Autres passifs non courants	(831,1)	(840,8)	(787,9)	(801,8)
Total du capital utilisé	4 794,1 \$	4 678,8 \$	4 530,5 \$	4 292,2 \$
Provenance du capital⁷ :				
Partie courante de la dette à long terme	231,3 \$	199,1 \$	295,9 \$	264,1 \$
Dette à long terme	2 434,0	2 435,6	2 298,2	2 064,2
Déduire : Trésorerie et équivalents de trésorerie	(222,5)	(322,0)	(446,1)	(446,1)
Dette nette ⁷	2 442,8 \$	2 312,7 \$	2 148,0 \$	1 882,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 269,8	2 287,2	2 303,8	2 331,3
Participations ne donnant pas le contrôle	81,5	78,9	78,7	78,7
Provenance du capital	4 794,1 \$	4 678,8 \$	4 530,5 \$	4 292,2 \$

¹⁾ Le 1^{er} avril 2019, nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison. En conséquence, les variations du capital utilisé devraient être comparées aux chiffres au 1^{er} avril 2019 plutôt qu'au 31 mars 2019 afin de faciliter la comparaison.

Capital utilisé en hausse de 115,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse s'explique d'abord et avant tout par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Rendement du capital utilisé (RCU)⁷

Notre RCU a été de 10,7 % pour le trimestre. Le RCU avant les éléments particuliers s'est établi à 11,5 % pour le trimestre, comparativement à 12,8 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 11,9 % pour le trimestre précédent.

Les éléments particuliers comprennent l'incidence de l'intégration de BBAT pour les exercices 2020 et 2019. Pour l'exercice 2019, ils comprennent également le produit d'impôt sur le résultat découlant de l'adoption d'une baisse du taux d'imposition fédéral aux États-Unis et les profits nets à la réévaluation de la participation antérieure dans l'AACE et à la cession de notre participation dans la coentreprise ZFTC.

Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU se serait établi à 10,8 % et le RCU avant les éléments particuliers aurait totalisé 11,7 % pour le trimestre, comparativement à 12,8 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent et à 12,0 % pour le dernier trimestre.

Puisque nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison, nous n'avons pas retraité les calculs du RCU pour les périodes précédentes de manière à tenir compte de la comptabilisation d'actifs au titre de droits d'utilisation.

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Afin de faciliter la comparaison avec les résultats des périodes précédentes, nous avons exclu l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 des calculs du RCU pour l'exercice 2020 en éliminant les nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation du capital utilisé et en rajoutant le montant net des charges financières, après impôt, au résultat net.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 88,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est essentiellement attribuable à la baisse des dettes fournisseurs et charges à payer, à la diminution des passifs sur contrat et à la hausse des stocks en raison d'investissements stratégiques dans la fabrication anticipée et les travaux en cours visant certains simulateurs.

Variation de la dette nette

<i>(montants en millions, sauf le ratio de la dette nette sur les capitaux propres et le ratio de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Semestre clos le 30 septembre 2019
Dettes nettes en début de période	2 312,7 \$	1 882,2 \$
Obligations locatives comptabilisées au 1 ^{er} avril 2019 en raison de l'adoption d'IFRS 16	—	265,8
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	90,4	289,3
Incidence des variations du change sur la dette à long terme	16,8	(22,8)
Incidence des regroupements d'entreprises	1,1	1,6
Variations des obligations locatives	17,8	18,2
Autres	4,0	8,5
Variation de la dette nette pour la période	130,1 \$	560,6 \$
Dettes nettes en fin de période	2 442,8 \$	2 442,8 \$
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres ⁸	51,0 %	
Ratio de la dette nette sur les capitaux propres, compte non tenu de l'incidence d'IFRS 16	47,5 %	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ⁸	3,11	
Ratio de la dette nette sur le BAIIA, compte non tenu de l'incidence d'IFRS 16	2,83	

Puisque nous avons adopté IFRS 16 sans retraitement des chiffres des périodes de comparaison, nous n'avons pas retraité les calculs du ratio de la dette nette sur les capitaux propres ni ceux du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour les périodes précédentes. Afin de faciliter la comparaison avec les résultats des périodes précédentes, nous avons exclu l'incidence de l'adoption d'IFRS 16 des calculs du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et de ceux du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour l'exercice 2020 en éliminant les nouvelles obligations locatives de la dette nette, en supprimant les nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation du capital utilisé et en rajoutant la dotation aux amortissements et les charges financières au BAIIA.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA reflète le solde de la dette au 30 septembre 2019, y compris la dette contractée pour financer les récentes acquisitions. Le BAIIA tient compte des résultats des entreprises acquises à partir de leur date d'acquisition respective. Nous ne calculons pas de BAIIA pro forma sur les douze derniers mois pour les entreprises acquises récemment.

Nous disposons d'une facilité de crédit à taux variable consentie par un consortium de prêteurs. Cette facilité de crédit nous permet, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit. En août 2019, le montant total disponible aux termes de cette facilité a été porté de 550,0 millions \$ US à 850,0 millions \$ US.

Certaines de nos filiales et nous avons également conclu une entente visant la vente de certaines de nos créances clients d'un montant d'un maximum de 300,0 millions \$ US.

En mai 2019, nous avons racheté pour 12,5 millions \$ [9,3 millions \$ US] un actif qui était auparavant financé aux termes d'un contrat de location simple et qui avait été acquis dans le cadre de l'acquisition de BBAT.

En juin 2019, nous avons remboursé un billet non garanti de premier rang de 80,4 millions \$ [60,0 millions \$ US] et un emprunt à terme de 14,9 millions \$ [11,0 millions \$ US].

En juin 2019, nous avons conclu un emprunt à terme afin de financer plusieurs nouveaux appareils destinés à nos activités nord-américaines. Celui-ci représentait une obligation d'emprunt de 3,4 millions \$ au 30 septembre 2019.

Nous avons conclu des conventions d'emprunt qui exigent le maintien de certaines clauses restrictives de nature financière usuelles. Au 30 septembre 2019, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 5).

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et au rachat d'actions ordinaires, et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en baisse de 14,8 millions \$ pour le trimestre

La baisse des capitaux propres s'explique en grande partie par l'incidence défavorable des variations du change de 30,5 millions \$, par des dividendes de 28,4 millions \$, par des actions ordinaires de 18,2 millions \$ rachetées et annulées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités et par des réévaluations de régimes de retraite à prestations définies de 12,3 millions \$, facteurs neutralisés en partie par le résultat net de 75,0 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2019, nous avons au total 265 897 286 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 669,7 millions \$. Nous avons également 6 592 095 options en cours aux termes du régime d'options sur actions (ROA).

Au 31 octobre 2019, nous avons un total de 265 557 061 actions ordinaires émises et en circulation, et 6 534 620 options étaient en cours aux termes du ROA.

Rachat et annulation d'actions

Le 8 février 2019, nous avons annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 300 613 de nos actions ordinaires. L'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2019 et prendra fin le 24 février 2020 ou lorsque nous aurons achevé ses achats ou choisirons d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019, nous avons racheté et annulé 533 600 actions ordinaires (1 419 600 actions ordinaires en 2018) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 34,06 \$ l'action ordinaire (26,17 \$ en 2018), pour une contrepartie totale de 18,2 millions \$ (37,2 millions \$ en 2018). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 16,8 millions \$ (33,8 millions \$ en 2018), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Pelesys Learning Systems Inc.

Le 26 avril 2019, nous avons acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems Inc. (Pelesys) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et un montant à payer à long terme de 5,7 millions \$.

Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation. L'acquisition renforcera notre offre de didacticiels et consolidera la prestation de nos services de formation d'élève-pilote à commandant de bord à travers notre réseau mondial. Avant cette transaction, notre participation de 45 % dans Pelesys était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Luftfartsskolen AS

Le 26 juin 2019, nous avons acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, pour une contrepartie en trésorerie de 3,5 millions \$. L'acquisition renforcera notre leadership et notre présence mondiale en matière de formation dans le domaine de l'aviation civile en élargissant notre réseau d'académies de vol et en étendant notre portefeuille de solutions de formation en aviation.

Le prix d'achat de Pelesys et de Luftfartsskolen AS est essentiellement attribué au goodwill et aux immobilisations incorporelles. Les actifs nets, y compris les immobilisations incorporelles, découlant de ces acquisitions sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. La répartition du prix d'achat était préliminaire au 30 septembre 2019.

Autres

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, nous avons achevé l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris des activités de formation d'Avianca, de Logitude et des centres de formation en Inde, acquis au cours de l'exercice 2019. Les ajustements du calcul des actifs identifiables nets acquis et des passifs repris au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019 ont entraîné une hausse de 6,0 millions \$ des immobilisations incorporelles et une baisse de 4,7 millions \$ des actifs d'impôt différé et de 1,3 million \$ des autres actifs nets.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, une contrepartie en trésorerie nette de 1,7 million \$ a été payée au titre des acquisitions réalisées à l'exercice 2019.

11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital

Le 4 novembre 2019, nous avons conclu un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital (DAC), comprenant une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de DAC et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings Inc. pour une contrepartie en trésorerie de quelque 85 millions \$ US. SIMCOM, dont le siège social est situé à Orlando, en Floride, opère actuellement 47 simulateurs représentant une variété d'appareils y compris des jets, des turbopropulseurs et des avions à pistons.

Tant que l'entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans sera en vigueur, les exploitants d'avions d'affaires affiliés à DAC, dont Flexjet, Flight Options, Flairjet, Sirio, Nextant Aerospace and Corporate Wings, confieront tous leurs besoins de formation à SIMCOM et à CAE.

12. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées

IFRS 16, *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur pour le bailleur.

Nous avons adopté IFRS 16 le 1^{er} avril 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, l'information comparative n'a pas été retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 a été comptabilisé dans les capitaux propres à la date de première application, le 1^{er} avril 2019.

Nous avons choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Ne pas réévaluer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de première application;
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur en tant que charge de location selon le mode linéaire, conformément aux exigences actuelles d'IAS 17;
- Comptabiliser les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Ajuster l'actif au titre du droit d'utilisation du montant comptabilisé selon IAS 37 au titre de la provision pour les contrats de location déficitaires en lieu et place de tests de dépréciation;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- Évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis le début du contrat de location au taux d'emprunt marginal à la date de première application.

Lorsque nous sommes le preneur, IFRS 16 donne lieu à la comptabilisation au bilan de la majorité des contrats de location qui étaient auparavant classés en tant que contrats de location simple aux termes d'IAS 17, à moins qu'ils satisfassent à l'exemption pour les contrats à court terme ou les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Dans l'état consolidé de la situation financière, l'adoption a donné lieu à la comptabilisation de nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation de 226,8 millions \$ et de nouvelles obligations locatives de 265,8 millions \$ présentés dans la dette à long terme, et les montants ont été actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} avril 2019 (taux moyen pondéré de 5,4 %). En outre, des actifs au titre de contrats de location-financement de 206,0 millions \$ comptabilisés aux termes d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation.

Dans l'état consolidé du résultat net, nous comptabilisons une dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives en remplacement de la charge au titre des contrats de location simple comptabilisée conformément à IAS 17.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les remboursements sur le capital des obligations locatives sont présentés dans les activités de financement, alors qu'aux termes d'IAS 17, les paiements au titre des contrats de location simple étaient pris en compte dans les activités opérationnelles.

Le tableau suivant présente l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2019 :

(montants en millions)	31 mars 2019	Ajustements IFRS 16	1 ^{er} avril 2019
Actif			
Total de l'actif courant	2 112,9 \$	(3,3) \$	2 109,6 \$
Immobilisations corporelles	2 149,3	(206,0)	1 943,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	432,8	432,8
Investissement dans les participations mises en équivalence	312,1	(3,7)	308,4
Autres actifs non courants	2 591,2	0,3	2 591,5
Total de l'actif	7 165,5 \$	220,1 \$	7 385,6 \$
Passif et capitaux propres			
Partie courante de la dette à long terme	264,1 \$	31,8 \$	295,9 \$
Autres passifs courants	1 625,4	(4,3)	1 621,1
Total du passif courant	1 889,5 \$	27,5 \$	1 917,0 \$
Dette à long terme	2 064,2	234,0	2 298,2
Autres passifs non courants	801,8	(13,9)	787,9
Total du passif	4 755,5 \$	247,6 \$	5 003,1 \$
Total des capitaux propres	2 410,0 \$	(27,5) \$	2 382,5 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 165,5 \$	220,1 \$	7 385,6 \$

La différence entre le montant de nouvelles obligations locatives comptabilisées au 1^{er} avril 2019 et nos paiements de loyers futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 mars 2019, qui s'établit à 274,1 millions \$, s'explique en grande partie par les facteurs d'actualisation appliqués aux paiements de loyers, par l'inclusion de la période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et par l'exclusion des paiements de loyers sur les contrats de location de courte durée et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Les principaux changements apportés à nos méthodes comptables sont résumés ci-après :

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, nous évaluons si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société en tant que preneur

Nous comptabilisons un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien ou du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ultérieurement amorti sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de la durée d'utilité de cet actif ou, si elle est antérieure, jusqu'à l'échéance du contrat de location en vertu d'une option d'achat. Si nous avons la certitude raisonnable d'obtenir la propriété avant la fin du contrat de location, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les durées d'amortissement, les valeurs résiduelles (uniquement lorsque nous avons la certitude raisonnable d'obtenir la propriété du bien avant la fin du contrat de location) et les modes d'amortissement sont les suivants :

	Mode	Taux d'amortissement / durée
Immeubles et terrains	Amortissement linéaire	De 1 an à 40 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10 %)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	N'excédant pas 7 ans

Par ailleurs, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté au titre de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à la date de début, calculée au taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes, y compris en substance, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les sommes que nous nous attendons à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, le prix d'exercice des options d'achat que nous avons la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers au cours d'une période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location que nous avons la certitude raisonnable de résilier.

L'obligation locative est ultérieurement évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, dans les sommes que nous nous attendons à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou dans notre appréciation de la certitude raisonnable d'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et à ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre d'une transaction de cession-bail, le transfert d'un actif est comptabilisé comme une vente lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est transféré au client, conformément à notre politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires. Autrement, l'actif transféré demeure inscrit au bilan et nous comptabilisons un passif financier à hauteur du produit transféré. Lorsque le transfert d'un actif satisfait aux critères de notre politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires, une partie du profit découlant de la vente est comptabilisée immédiatement après la vente, à hauteur de la proportion de l'actif que CAE ne conserve pas par le biais du contrat de location. La proportion de l'actif que conserve CAE par le biais du contrat de location est comptabilisée en tant qu'actif au titre du droit d'utilisation, et l'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs.

La Société en tant que bailleur

À la date de début d'un contrat de location, nous classons ce contrat soit en tant que contrat de location-financement, soit en tant que contrat de location simple. Un contrat de location est classé dans les contrats de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple.

L'actif sous-jacent d'un contrat de location-financement est décomptabilisé à la date de début. La valeur actualisée nette des paiements de loyers minimaux et toute valeur résiduelle non garantie actualisée sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

Lorsque nous relouons un contrat de location, nous comptabilisons notre intérêt dans le contrat de location principal et notre intérêt dans le contrat de sous-location séparément. Nous classons le contrat de sous-location en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation issu du contrat et non du bien sous-jacent.

Recours au jugement et utilisation d'estimations et de provisions

La Société en tant que preneur à un contrat de location

L'application d'IFRS 16 exige que nous posions des jugements et fassions des estimations qui influent sur la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, essentiellement au titre du taux d'emprunt implicite, du taux d'emprunt marginal et de la certitude raisonnable d'exercice d'options d'achat, de renouvellement ou de résiliation.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui porte sur la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux aux termes d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. La norme indique si les traitements fiscaux doivent être considérés isolément ou collectivement, en plus de fournir des directives sur l'établissement d'hypothèses relatives aux contrôles des administrations fiscales quant au bénéfice imposable (à la perte fiscale), aux valeurs fiscales, aux pertes fiscales non utilisées, aux crédits d'impôt non utilisés et aux taux d'imposition.

IFRIC 23 a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2019 et n'a donné lieu à aucun ajustement important.

Modifications d'IAS 19, Avantages du personnel

En février 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui apportent des précisions relatives à la comptabilisation des modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies. Les modifications prévoient l'utilisation d'hypothèses actuarielles actualisées pour déterminer le coût des services rendus durant la période et le coût financier net de la période faisant suite à la modification, à la réduction ou à la liquidation d'un régime.

Les modifications d'IAS 19 ont été adoptées le 1^{er} avril 2019 et s'appliqueront aux modifications, réductions ou liquidations survenant après cette date.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2019, nous n'avons pas apporté de modifications importantes à nos contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Notre chef de la direction et notre chef de la direction financière évaluent périodiquement l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information chaque trimestre. À la clôture du deuxième trimestre, notre chef de la direction et notre chef de la direction financière ont confirmé que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(montants en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2020					
Produits des activités ordinaires	825,6	896,8	1)	1)	1 722,4 \$
Résultat net	63,0	75,0	1)	1)	138,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	61,5	73,8	1)	1)	135,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,5	1,2	1)	1)	2,7 \$
Résultat par action de base et dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,23	0,28	1)	1)	0,51 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,24	0,28	1)	1)	0,52 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	265,8	266,2	1)	1)	266,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	267,6	268,2	1)	1)	267,9
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,34	1,32	1)	1)	1,33
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,50	1,47	1)	1)	1,49
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,63	1)	1)	1,67
Exercice 2019²⁾					
Produits des activités ordinaires	722,0	743,8	816,3	1 022,0	3 304,1 \$
Résultat net	71,6	63,6	79,5	125,4	340,1 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	69,4	60,7	77,6	122,3	330,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,2	2,9	1,9	3,1	10,1 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,24 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,26	0,23	0,29	0,46	1,23 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,26	0,23	0,29	0,48	1,25 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	267,6	267,4	266,1	265,1	266,6
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,3	269,2	267,5	266,8	268,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,29	1,31	1,32	1,33	1,31
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,52	1,51	1,51	1,52
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,76	1,71	1,70	1,73	1,72
Exercice 2018²⁾					
Produits des activités ordinaires	656,2	618,2	828,2	720,9	2 823,5 \$
Résultat net	61,2	62,1	145,8	85,6	354,7 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	59,6	60,3	143,8	82,3	346,0 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,6	1,8	2,0	3,3	8,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,54	0,31	1,29 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,22	0,22	0,53	0,31	1,28 \$
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,22	0,20	0,38	0,31	1,11 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	268,6	268,7	268,1	267,6	268,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	269,8	269,9	269,5	269,0	269,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	1,35	1,26	1,27	1,26	1,28
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,48	1,47	1,49	1,55	1,50
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,72	1,64	1,68	1,75	1,70

¹⁾ Non disponible.

²⁾ Les chiffres n'ont pas été retraités pour refléter l'adoption d'IFRS 16. De plus amples renseignements sont présentés sous *Modifications de méthodes comptables*.

État consolidé de la situation financière

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2019 ⁽¹⁾	31 mars 2019
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		222,5 \$	446,1 \$
Créances clients et autres débiteurs		520,7	496,0
Actifs sur contrat		567,7	523,5
Stocks		577,5	537,0
Acomptes		60,0	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer		50,8	33,6
Actifs financiers dérivés		14,3	19,3
Total de l'actif courant		2 013,5 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles		1 976,0	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation		408,0	—
Immobilisations incorporelles		2 028,3	2 027,9
Participations mises en équivalence		312,1	312,1
Actifs d'impôt différé		79,1	71,0
Actifs financiers dérivés		16,2	12,8
Autres actifs		487,3	479,5
Total de l'actif		7 320,5 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres			
Dettes fournisseurs et charges à payer		741,5 \$	883,8 \$
Provisions		23,0	28,7
Impôt sur le résultat à payer		30,0	25,7
Passifs sur contrat		667,4	670,2
Partie courante de la dette à long terme	6	231,3	264,1
Passifs financiers dérivés		10,9	17,0
Total du passif courant		1 704,1 \$	1 889,5 \$
Provisions		28,2	36,3
Dette à long terme		2 434,0	2 064,2
Obligations relatives aux redevances		129,9	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel		278,6	212,6
Profits différés et autres passifs		249,9	267,0
Passifs d'impôt différé		142,2	147,0
Passifs financiers dérivés		2,3	2,7
Total du passif		4 969,2 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres			
Capital-actions		669,7 \$	649,6 \$
Surplus d'apport		26,9	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global		126,5	199,0
Résultats non distribués		1 446,7	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		2 269,8 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		81,5	78,7
Total des capitaux propres		2 351,3 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres		7 320,5 \$	7 165,5 \$

(1) Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat net

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
		2019 ⁽¹⁾	2018	2019 ⁽¹⁾	2018
Produits des activités ordinaires	4	896,8 \$	743,8 \$	1 722,4 \$	1 465,8 \$
Coût des ventes		660,1	542,3	1 242,0	1 045,6
Marge brute		236,7 \$	201,5 \$	480,4 \$	420,2 \$
Frais de recherche et de développement		35,8	29,1	67,7	60,4
Frais de vente, généraux et d'administration		98,0	87,9	211,3	190,6
Autres profits – montant net	5	(11,5)	(9,4)	(11,8)	(14,6)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	4	(10,4)	(4,8)	(22,5)	(13,4)
Résultat opérationnel		124,8 \$	98,7 \$	235,7 \$	197,2 \$
Charges financières – montant net	6	34,3	19,9	69,2	35,9
Résultat avant impôt sur le résultat		90,5 \$	78,8 \$	166,5 \$	161,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat		15,5	15,2	28,5	26,1
Résultat net		75,0 \$	63,6 \$	138,0 \$	135,2 \$
Attribuable aux:					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		73,8 \$	60,7 \$	135,3 \$	130,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1,2	2,9	2,7	5,1
Résultat par action attribuable					
aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	8	0,28 \$	0,23 \$	0,51 \$	0,49 \$
Dilué	8	0,28 \$	0,23 \$	0,51 \$	0,48 \$

(1) Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	75,0 \$	63,6 \$	138,0 \$	135,2 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(18,7) \$	(65,3) \$	(88,0) \$	(86,1) \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(10,0)	(12,6)	(11,9)	(15,9)
(Pertes) gains des couvertures de flux de trésorerie – montant net	(3,0)	12,7	9,5	4,3
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(2,4)	(1,8)	(3,1)	0,6
(Pertes) gains d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	(12,6)	8,3	9,9	(1,4)
Impôt sur le résultat	10,6	0,8	9,8	4,7
	(36,1) \$	(57,9) \$	(73,8) \$	(93,8) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	(16,8) \$	28,9 \$	(60,4) \$	33,1 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	—	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Impôt sur le résultat	4,5	(7,7)	16,0	(8,8)
	(12,3) \$	21,1 \$	(44,5) \$	24,2 \$
Autres éléments du résultat global	(48,4) \$	(36,8) \$	(118,3) \$	(69,6) \$
Total du résultat global	26,6 \$	26,8 \$	19,7 \$	65,6 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	25,5 \$	25,1 \$	18,4 \$	59,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,1	1,7	1,3	6,3

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Notes	Actions ordinaires	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Valeur attribuée	Total		
<i>(Non audité)</i>									
Semestre clos le 30 septembre, 2019 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes à l'ouverture de la période		265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	2	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	—	(27,5)
Soldes au 1 avril 2019		265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$
Résultat net		—	—	—	—	135,3 \$	135,3 \$	2,7 \$	138,0 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(72,5)	(44,4)	(116,9)	(1,4)	(118,3)
Total du résultat global		—	—	—	(72,5)	90,9 \$	18,4 \$	1,3 \$	19,7 \$
Options sur actions exercées		981 405	19,6	(2,4)	—	—	17,2	—	17,2
Achat facultatif au comptant d'actions		981	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées	8	(591 731)	(1,5)	—	—	(18,7)	(20,2)	—	(20,2)
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	4,5	—	—	4,5	—	4,5
Accroissement des participations ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	—	—	1,5	1,5
Dividendes en actions	8	59 028	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	—	(53,9)	(53,9)	—	(53,9)
Soldes à la clôture de la période		265 897 286	669,7 \$	26,9 \$	126,5 \$	1 446,7 \$	2 269,8 \$	81,5 \$	2 351,3 \$
<i>(Non audité)</i>									
Semestre clos le 30 septembre, 2018 (montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)									
Soldes à l'ouverture de la période		267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$
Résultat net		—	—	—	—	130,1 \$	130,1 \$	5,1 \$	135,2 \$
Autres éléments du résultat global		—	—	—	(95,1)	24,3	(70,8)	1,2	(69,6)
Total du résultat global		—	—	—	(95,1)	154,4 \$	59,3 \$	6,3 \$	65,6 \$
Options sur actions exercées		447 050	8,1	(1,1)	—	—	7,0	—	7,0
Achat facultatif au comptant d'actions		1 326	—	—	—	—	—	—	—
Actions ordinaires rachetées et annulées	8	(1 686 700)	(4,0)	—	—	(39,7)	(43,7)	—	(43,7)
Charge de rémunération fondée sur des actions		—	—	5,0	—	—	5,0	—	5,0
Dividendes en actions	8	74 783	2,0	—	—	(2,0)	—	—	—
Dividendes en trésorerie	8	—	—	—	—	(48,8)	(48,8)	—	(48,8)
Soldes à la clôture de la période		266 574 989	639,3 \$	25,2 \$	165,2 \$	1 378,2 \$	2 207,9 \$	74,7 \$	2 282,6 \$

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	Notes	2019 ⁽¹⁾	2018
Activités opérationnelles			
Résultat net		138,0 \$	135,2 \$
Ajustements pour :			
Dotation aux amortissements	4	149,2	100,8
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence		(22,5)	(13,4)
Impôt sur le résultat différé		12,8	15,4
Crédits d'impôt à l'investissement		(6,0)	(1,9)
Rémunération fondée sur des actions		11,3	3,0
Régimes de retraite à prestations définies		9,0	9,4
Autres passifs non courants		(19,0)	(12,6)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net		(8,0)	(6,7)
Autres		25,6	11,0
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	9	(313,7)	(93,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		(23,3) \$	146,5 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	3	(9,2) \$	(33,5) \$
Ajouts d'immobilisations corporelles	4	(147,8)	(94,0)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		0,4	2,3
Ajouts d'immobilisations incorporelles	4	(48,4)	(37,6)
Paievements nets versés aux participations mises en équivalence		—	(9,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence		8,6	7,1
Autres		1,5	4,0
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(194,9) \$	(161,4) \$
Activités de financement			
Produits nets tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		197,9 \$	— \$
Produits tirés de la dette à long terme		16,2	75,1
Remboursement sur la dette à long terme	6	(108,8)	(61,2)
Remboursement sur des obligations locatives		(39,6)	(5,6)
Dividendes versés		(53,9)	(48,8)
Émission d'actions ordinaires		17,2	7,0
Rachat d'actions ordinaires	8	(20,2)	(43,7)
Autres		(1,4)	(0,3)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		7,4 \$	(77,5) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
		(12,8) \$	(14,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(223,6) \$	(107,2) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		222,5 \$	504,3 \$
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		62,3 \$	30,2 \$
Intérêts reçus		5,0	7,9
Impôt sur le résultat payé		18,1	17,2

(1) Se référer à la note 2 – Modifications de méthodes comptables pour l'impact lié à l'adoption d'IFRS 16.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Notes annexes

(Non audité)

(Sauf indication contraire, tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration le 13 novembre 2019.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des dispositifs de simulation, fournissent de la formation et mettent au point des solutions de formation intégrées pour les marchés de la défense et de la sécurité, l'aviation commerciale, les exploitants d'avions d'affaires, les exploitants d'hélicoptères, les avionneurs et les fournisseurs de formation et de services en soins de santé. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi qu'un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une base de données qui permettent de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les environnements spécifiques à une mission, les mouvements et les sons. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en trois secteurs :

- (i) Solutions de formation pour l'aviation civile - Fournit une gamme complète de solutions de formation à l'équipage de conduite, au personnel de cabine, de maintenance et au sol pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptères, une gamme de dispositifs de formation fondée sur la simulation, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage;
- (ii) Défense et sécurité - Est un intégrateur de systèmes de formation pour les forces de défense dans les domaines aériens, terrestres et navals, et pour les organismes gouvernementaux responsables de la sécurité publique;
- (iii) Santé - Conçoit et fabrique des simulateurs ainsi que des solutions audiovisuelles et de gestion de centres de simulation, élabore des didacticiels et offre des services pour la formation des étudiants en soins médicaux, infirmiers et paramédicaux ainsi qu'aux médecins dans le monde entier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les secteurs d'activité de CAE subissent à des degrés divers les effets du caractère cyclique ou saisonnier du marché de l'aéronautique. C'est pourquoi les résultats obtenus au cours d'une période intermédiaire ne permettent pas nécessairement de présumer des résultats de l'exercice en entier.

Le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile vend ses produits directement aux compagnies aériennes, donc dans la mesure où le secteur de l'aviation commerciale subit des phases d'expansion et de repli, les résultats de la Société seront aussi affectés. Les activités du secteur subissent également le caractère saisonnier de l'industrie : en période de forte activité du transport aérien (comme les vacances), les pilotes de ligne et les pilotes d'avions d'affaires sont généralement trop occupés à voler pour pouvoir suivre des séances de formation. Inversement, les périodes de l'année où les gens voyagent moins sont principalement celles où les pilotes suivent leur formation. Donc, les services de formation de CAE sont historiquement moins sollicités au cours du deuxième trimestre de son exercice financier.

Base d'établissement

Sauf pour les modifications de méthodes comptables décrites à la note 2, les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à toutes les périodes présentées. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus parallèlement aux plus récents états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été établis selon les normes figurant à la Partie I du Manuel de CPA Canada - Comptabilité, Normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), et plus précisément IAS 34, Information financière intermédiaire, laquelle régit l'établissement des états financiers intermédiaires.

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés intermédiaires exige que la direction pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires, les principaux jugements posés par la direction aux fins de l'application des méthodes comptables de la Société et les principales sources d'incertitude liée aux estimations ont été les mêmes que pour les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2019, à l'exception des changements présentés à la note 2.

NOTE 2 – MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Nouvelles normes et modifications adoptées par la Société

IFRS 16, Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16, *Contrats de location*, qui a remplacé IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes. La nouvelle norme introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location-simple ou location-financement. Elle exige que le preneur comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Les bailleurs continuent de classer les contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement, puisque IFRS 16 reprend l'essentiel des exigences comptables déjà en vigueur du bailleur.

IFRS 16 a été adoptée le 1^{er} avril 2019 en utilisant la méthode rétrospective modifiée. Selon cette méthode, l'information comparative n'a pas été retraitée et l'effet cumulatif de l'application initiale d'IFRS 16 a été comptabilisé dans les capitaux propres à la date de première application le 1^{er} avril 2019.

La Société a également choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Ne pas réévaluer si un contrat est ou contient un contrat de location à la date de première application;
- Utiliser des connaissances acquises a posteriori pour déterminer la durée d'un contrat de location qui contient des options de prolongation ou de résiliation;
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur en tant que charge de location selon le mode linéaire, conformément aux exigences actuelles d'IAS 17;
- Comptabiliser les contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant la date de première application comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme;
- Ajuster l'actif au titre du droit d'utilisation du montant comptabilisé selon IAS 37 au titre de la provision pour les contrats de location déficitaires en lieu et place de tests de dépréciation;
- Exclure les coûts directs initiaux de l'évaluation de l'actif au titre du droit d'utilisation à la date de première application;
- Évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation comme si IFRS 16 avait été appliquée depuis le début du contrat de location au taux d'emprunt marginal à la date de première application.

Lorsque la Société est le preneur, IFRS 16 donne lieu à la comptabilisation au bilan de la majorité des contrats de location qui étaient auparavant classés en tant que contrats de location simple aux termes d'IAS 17, à moins qu'ils satisfassent à l'exemption pour les contrats à court terme ou les contrats dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Dans l'état consolidé de la situation financière, l'adoption a donné lieu à la comptabilisation de nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation de 226,8 millions \$ et de nouvelles obligations locatives de 265,8 millions \$, présentés dans la dette à long terme, et les montants ont été actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} avril 2019 (taux moyen pondéré de 5,4%). En outre, des actifs au titre de contrats de location-financement de 206,0 millions \$, comptabilisés aux termes d'IAS 17 ont été reclassés dans les actifs au titre de droits d'utilisation.

Dans l'état consolidé du résultat net, la Société comptabilise une dotation aux amortissements des actifs au titre de droits d'utilisation et une charge d'intérêts sur les obligations locatives en remplacement de la charge au titre des contrats de location simple comptabilisée conformément à IAS 17.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les remboursements sur le capital des obligations locatives sont présentés dans les activités de financement, alors qu'aux termes d'IAS 17, les paiements au titre des contrats de location simple étaient pris en compte dans les activités opérationnelles.

Le tableau suivant présente l'incidence cumulative de l'adoption d'IFRS 16 sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2019 :

(montants en millions)	31 mars 2019	Ajustements IFRS 16	1 ^{er} avril 2019
Actif			
Total de l'actif courant	2 112,9	\$ (3,3)	\$ 2 109,6
Immobilisations corporelles	2 149,3	(206,0)	1 943,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	432,8	432,8
Participations mises en équivalence	312,1	(3,7)	308,4
Autres actifs non courants	2 591,2	0,3	2 591,5
Total de l'actif	7 165,5	\$ 220,1	\$ 7 385,6
Passif et capitaux propres			
Partie courante de la dette à long terme	264,1	\$ 31,8	\$ 295,9
Autres passifs courants	1 625,4	(4,3)	1 621,1
Total du passif courant	1 889,5	\$ 27,5	\$ 1 917,0
Dette à long terme	2 064,2	234,0	2 298,2
Autres passifs non courants	801,8	(13,9)	787,9
Total du passif	4 755,5	\$ 247,6	\$ 5 003,1
Total des capitaux propres	2 410,0	\$ (27,5)	\$ 2 382,5
Total du passif et des capitaux propres	7 165,5	\$ 220,1	\$ 7 385,6

La différence entre le montant de nouvelles obligations locatives comptabilisées au 1^{er} avril 2019 et les paiements de loyers futurs minimaux au titre des contrats de location simple non résiliables au 31 mars 2019, qui s'établit à 274,1 millions \$, s'explique en grande partie par les facteurs d'actualisation appliqués aux paiements de loyers, par l'inclusion de la période de renouvellement optionnelle que nous avons la certitude raisonnable d'exercer et par l'exclusion des paiements de loyers sur les contrats de location de courte durée et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur.

Les principaux changements apportés aux méthodes comptables de la société sont résumés ci-après :

Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société doit évaluer si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La Société en tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, les paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts qui devront être engagés pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien ou du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ultérieurement amorti sur la période allant de la date de début jusqu'à la fin de la durée d'utilité de cet actif ou, si elle est antérieure, jusqu'à l'échéance du contrat de location en vertu d'une option d'achat. Si la Société a la certitude raisonnable d'obtenir la propriété avant la fin du contrat de location, l'actif loué est amorti sur sa durée d'utilité. Les durées d'amortissement, les valeurs résiduelles (uniquement lorsque la Société a la certitude raisonnable d'obtenir la propriété du bien avant la fin du contrat de location) et les modes d'amortissement sont les suivants:

	Mode	Taux d'amortissement / durée
Immeubles et terrains	Amortissement linéaire	De 1 an à 40 ans
Simulateurs	Amortissement linéaire (valeur résiduelle de 10%)	N'excédant pas 25 ans
Matériel et outillage	Amortissement dégressif / Amortissement linéaire	N'excédant pas 7 ans

Par ailleurs, l'actif au titre du droit d'utilisation est périodiquement réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté au titre de certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers à la date de début, calculée au taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. Les paiements de loyers comprennent les paiements fixes, y compris en substance, les paiements variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre de garanties de valeur résiduelle, le prix d'exercice des options d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers au cours d'une période de renouvellement optionnelle que la Société a la certitude raisonnable d'exercer et les pénalités exigées en cas de résiliation anticipée d'un contrat de location que si la Société a la certitude raisonnable de résilier.

L'obligation locative est ultérieurement évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et est réévaluée lorsqu'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation d'un indice ou d'un taux, dans les sommes que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou dans son appréciation de la certitude raisonnable d'exercice d'une option d'achat, de prolongation ou de résiliation. Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Contrats de location à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

Les paiements associés aux contrats de location à court terme et à ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Transactions de cession-bail

Dans le cadre d'une transaction de cession-bail, le transfert d'un actif est comptabilisé comme une vente lorsque le contrôle de l'actif sous-jacent est transféré au client, conformément à la politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires de la Société. Autrement, l'actif transféré demeure inscrit au bilan et la Société comptabilise un passif financier à hauteur du produit transféré. Lorsque le transfert d'un actif satisfait aux critères de la politique de comptabilisation des produits des activités ordinaires de la Société, une partie du profit découlant de la vente est comptabilisée immédiatement après la vente, à hauteur de la proportion de l'actif que la Société ne conserve pas par le biais du contrat de location. La proportion de l'actif que conserve la Société par le biais du contrat de location est comptabilisée en tant qu'actif au titre du droit d'utilisation, et l'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs.

La Société en tant que bailleur

À la date de début d'un contrat de location, la Société classe ce contrat soit en tant que contrat de location-financement, soit en tant que contrat de location simple. Un contrat de location est classé dans les contrats de location-financement s'il transfère au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple.

L'actif sous-jacent d'un contrat de location-financement est décomptabilisé à la date de début. La valeur actualisée nette des paiements de loyers minimaux et toute valeur résiduelle non garantie actualisée sont inscrites dans les créances clients non courantes. Les produits financiers sont comptabilisés sur la durée du contrat de location selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits tirés des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location correspondant.

Lorsque la Société reloue un contrat de location, elle comptabilise son intérêt dans le contrat de location principal et son intérêt dans le contrat de sous-location séparément. La Société classe le contrat de sous-location en fonction de l'actif au titre du droit d'utilisation issu du contrat et non du bien sous-jacent.

Recours au jugement, et utilisation d'estimations et de provisions

La Société en tant que preneur à un contrat de location

L'application d'IFRS 16 exige que la Société pose des jugements et fait des estimations qui influent sur la valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations locatives, essentiellement au titre du taux d'emprunt implicite, du taux d'emprunt marginal et de la certitude raisonnable d'exercice d'options d'achat, de renouvellement ou de résiliation.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, qui porte sur la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales non utilisées, des crédits d'impôt non utilisés et des taux d'imposition en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux aux termes d'IAS 12, *Impôts sur le résultat*. La norme indique si les traitements fiscaux doivent être considérés isolément ou collectivement, en plus de fournir des directives sur l'établissement d'hypothèses relatives aux contrôles des administrations fiscales quant au bénéfice imposable (à la perte fiscale), aux valeurs fiscales, aux pertes fiscales non utilisées, aux crédits d'impôt non utilisés et aux taux d'imposition.

IFRIC 23 a été adoptée rétrospectivement le 1^{er} avril 2019 et n'a donné lieu à aucun ajustement important.

Modification IAS 19, *Avantages du personnel*

En février 2018, l'IASB a publié des modifications d'IAS 19, *Avantages du personnel*, qui apportent des précisions relatives à la comptabilisation des modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies. Les modifications prévoient l'utilisation d'hypothèses actuarielles actualisées pour déterminer le coût des services rendus durant la période et le coût financier net de la période faisant suite à la modification, à la réduction ou à la liquidation d'un régime.

Les modifications d'IAS 19 ont été adoptées le 1^{er} avril 2019 et s'appliqueront aux modifications, réductions ou liquidations survenant après cette date.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Pelesys Learning Systems inc.

Le 26 avril 2019, la Société a acquis la participation résiduelle de 55 % dans Pelesys Learning Systems inc. (Pelesys) pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 4,0 millions \$ et un montant à payer à long terme de 5,7 millions \$.

Pelesys est un chef de file mondial en matière de solutions de formation et de didacticiels pour l'aviation. L'acquisition renforcera l'offre de didacticiels de la Société et consolidera la prestation de services de formation d'élève-pilote à commandant de bord à travers son réseau mondial. Avant cette transaction, la participation de 45% de la Société dans Pelesys était comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

Luftfartsskolen AS

Le 26 juin 2019, la Société a acquis les actions de Luftfartsskolen AS, une école de formation initiale au vol située à Oslo, en Norvège, pour une contrepartie en trésorerie (déduction faite de la trésorerie acquise) de 3,5 millions \$. Cette acquisition renforcera le leadership et la présence mondiale de la Société en matière de formation dans le domaine de l'aviation civile en élargissant son réseau d'académies de vol et en étendant son portefeuille de solutions de formation en aviation.

Le prix d'achat de Pelesys et de Luftfartsskolen AS sont essentiellement attribué au goodwill et aux immobilisations incorporelles. Les actifs nets, y compris les immobilisations incorporelles, découlant de ces acquisitions sont inclus dans le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile. La répartition du prix d'achat est préliminaire au 30 septembre 2019.

Autres

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, la Société a achevé son évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris des activités de formation d'Avianca, de Logitude et des centres de formation en Inde acquises au cours de l'exercice 2019. Les ajustements du calcul des actifs identifiables nets acquis et des passifs repris au titre des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2019 ont entraîné une hausse de 6,0 millions \$ des immobilisations incorporelles et une baisse de 4,7 millions \$ des actifs d'impôt différé et d'autres actifs nets de 1,3 million \$.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2019, une contrepartie en trésorerie nette de 1,7 million \$ a été payée au titre des acquisitions réalisées à l'exercice 2019.

NOTE 4 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses secteurs opérationnels en fonction principalement des marchés de ses clients. La Société gère ses activités au moyen de trois secteurs. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions.

La Société a décidé de ventiler les produits tirés des contrats avec les clients par segment, par produits et services et par emplacement géographique, car la Société estime qu'elle décrit le mieux la façon dont la nature, le montant, le calendrier et l'incertitude de ses produits et de ses flux de trésorerie sont influencés par des facteurs économiques.

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (ci-après dénommé résultat opérationnel sectoriel). Les principes comptables suivis pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes et des produits des activités ordinaires de chaque secteur.

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
<i>Trimestres clos les 30 septembre</i>	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes	529,9 \$	393,1 \$	336,5 \$	320,3 \$	30,4 \$	30,4 \$	896,8 \$	743,8 \$
Dotation aux amortissements	57,3	37,1	14,6	11,5	3,5	3,4	75,4	52,0
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,7	0,2	0,4	0,2	—	—	1,1	0,4
Baisse de valeur des créances clients – montant net	1,6	0,1	—	0,4	—	—	1,6	0,5
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	7,7	1,9	2,7	2,9	—	—	10,4	4,8
Résultat opérationnel sectoriel	100,2	63,3	26,0	34,1	(1,4)	1,3	124,8	98,7

	Solutions de formation pour l'aviation civile		Défense et sécurité		Santé		Total	
<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes	1 007,5 \$	824,0 \$	657,0 \$	588,6 \$	57,9 \$	53,2 \$	1 722,4 \$	1 465,8 \$
Dotation aux amortissements	113,2	72,0	28,7	22,3	7,3	6,5	149,2	100,8
Baisse de valeur des stocks – montant net	0,7	0,2	0,5	0,3	—	0,1	1,2	0,6
Baisse de valeur des créances clients – montant net	1,8	0,3	—	0,4	0,1	—	1,9	0,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	16,6	7,6	5,9	5,8	—	—	22,5	13,4
Résultat opérationnel sectoriel	198,8	141,6	41,1	55,6	(4,2)	—	235,7	197,2

Les dépenses d'investissement en immobilisations par secteur, qui prennent la forme d'ajouts aux immobilisations corporelles et incorporelles, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Solutions de formation pour l'aviation civile	62,7 \$	44,5	151,7 \$	99,4 \$
Défense et sécurité	18,9	13,8	37,9	27,6
Santé	2,9	2,2	6,6	4,6
Total des dépenses d'investissement en immobilisations	84,5 \$	60,5	196,2 \$	131,6 \$

Actif et passif utilisés par secteur

La Société détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après les actifs et les passifs qu'il utilise. Les actifs utilisés comprennent les créances clients et autres débiteurs, les actifs sur contrat, les stocks, les acomptes, les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation, les immobilisations incorporelles, les participations mises en équivalence, les actifs financiers dérivés et les autres actifs. Les passifs utilisés comprennent les dettes fournisseurs et charges à payer, les provisions, les passifs sur contrat, les profits différés et autres passifs non courants ainsi que les passifs financiers dérivés.

Le rapprochement des actifs et des passifs utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif se présente comme suit :

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Actif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	4 666,3 \$	4 373,0 \$
Défense et sécurité	1 709,3	1 627,2
Santé	267,2	271,6
Actif non inclus dans l'actif utilisé	677,7	893,7
Total de l'actif	7 320,5 \$	7 165,5 \$
Passif utilisé		
Solutions de formation pour l'aviation civile	1 011,1 \$	1 098,3 \$
Défense et sécurité	517,5	595,2
Santé	41,4	48,8
Passif non inclus dans le passif utilisé	3 399,2	3 013,2
Total du passif	4 969,2 \$	4 755,5 \$

Informations sur les produits et les services

Les produits des activités ordinaires externes de la Société pour ses produits et services se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits de simulation	406,8 \$	302,5 \$	701,4 \$	614,5 \$
Formation et services	490,0	441,3	1 021,0	851,3
	896,8 \$	743,8 \$	1 722,4 \$	1 465,8 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services partout dans le monde. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients. Les actifs non courants, à l'exception des instruments financiers et des actifs d'impôt différé, sont répartis entre les pays en fonction de l'emplacement des actifs.

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires externes				
Canada	56,6 \$	59,6 \$	164,2 \$	123,7 \$
États-Unis	401,3	282,0	736,7	524,6
Royaume-Uni	56,0	48,1	99,4	103,4
Allemagne	43,2	25,4	82,2	51,2
Pays-Bas	17,8	45,1	39,0	52,9
Espagne	27,0	18,3	60,0	37,4
Autres pays d'Europe	78,1	88,8	145,5	173,2
Émirats arabes unis	10,6	34,5	19,6	61,5
Chine	66,4	24,5	103,0	104,8
Autres pays d'Asie	102,5	68,4	195,3	143,2
Australie	11,8	11,3	22,5	28,0
Autres pays	25,5	37,8	55,0	61,9
	896,8 \$	743,8 \$	1 722,4 \$	1 465,8 \$

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	1 623,3 \$	1 557,0 \$
États-Unis	1 620,5	1 580,7
Brésil	114,4	116,4
Royaume-Uni	359,5	285,2
Luxembourg	180,8	187,0
Pays-Bas	207,7	196,9
Autres pays d'Europe	391,4	336,5
Malaisie	178,0	177,6
Autres pays d'Asie	177,0	177,8
Autres pays	179,9	176,4
	5 032,5 \$	4 791,5 \$

NOTE 5 – AUTRES PROFITS – MONTANT NET

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Cession d'immobilisations corporelles	— \$	0,1 \$	— \$	1,1 \$
Montant net des gains de change	12,3	11,7	13,0	15,4
Réévaluation d'un investissement – montant net	—	—	0,6	—
Autres	(0,8)	(2,4)	(1,8)	(1,9)
Autres profits – montant net	11,5 \$	9,4 \$	11,8 \$	14,6 \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES – MONTANT NET**Modification de la facilité de crédit renouvelable**

En août 2019, la Société a renégocié sa convention de crédit à terme renouvelable non garantie, portant le montant total disponible de 550,0 millions \$ US à 850,0 millions \$ US. La date d'échéance et le taux d'intérêt applicable de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie sont demeurés inchangés.

Remboursement de billet non garanti de premier rang, un emprunt à terme et rachat d'actif auparavant financé aux termes d'un contrat location-acquisition

En juin 2019, la Société a remboursé un billet de premier rang non garantis de 80,4 millions \$ [60,0 millions \$ US], échus au cours du mois et d'un emprunt à terme de 14,9 millions \$ [11,0 millions \$ US].

En mai 2019, la Société a racheté un actif auparavant financé aux termes d'un contrat de location-acquisition pour 12,5 millions \$ [9,3 millions \$ US] acquis dans le cadre de l'acquisition de Bombardier Business Aircraft Training Business.

Charges financières – montant net

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Charges financières :				
Dette à long terme (sauf les obligations locatives)	25,1 \$	14,9 \$	49,7 \$	29,6 \$
Obligations locatives	5,7	2,1	11,9	3,7
Obligations relatives aux redevances	2,9	3,0	5,8	6,0
Obligations au titre des avantages du personnel	1,4	1,5	2,7	2,7
Autres	3,2	3,0	7,0	5,9
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(1,3)	(1,1)	(2,8)	(2,1)
Charges financières	37,0 \$	23,4 \$	74,3 \$	45,8 \$
Produits financiers :				
Prêts et contrats de location-financement	(1,9) \$	(2,4) \$	(3,6) \$	(4,7) \$
Autres	(0,8)	(1,1)	(1,5)	(5,2)
Produits financiers	(2,7) \$	(3,5) \$	(5,1) \$	(9,9) \$
Charges financières – montant net	34,3 \$	19,9 \$	69,2 \$	35,9 \$

NOTE 7 – PARTICIPATION GOUVERNEMENTALE

La valeur des contributions nettes comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Nouveaux marchés principaux, Innover, SimÉco 4.0 et Projet Intelligence Numérique sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Montant net à recevoir à l'ouverture de la période	13,2 \$	8,3 \$	13,4 \$	6,2 \$
Contributions	6,9	11,5	17,2	19,0
Palements reçus	(9,0)	(3,5)	(19,5)	(8,9)
Montant net à recevoir à la clôture de la période	11,1 \$	16,3 \$	11,1 \$	16,3 \$

NOTE 8 – CAPITAL-ACTIONS, RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Capital-actions

Rachat et annulation d'actions ordinaires

Le 8 février 2019, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 300 613 actions ordinaires. L'offre publique de rachat dans le cours normal des activités est entrée en vigueur le 25 février 2019 et prendra fin le 24 février 2020 ou lorsque la Société aura achevé ses achats ou choisira d'y mettre fin, selon la première éventualité. Les actions seront achetées sur le marché ouvert par l'entremise des facilités de la TSX ou d'autres systèmes, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction plus les frais de courtage, conformément aux politiques applicables de la TSX. Toutes les actions ordinaires achetées aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités seront annulées.

Pour le semestre clos le 30 septembre, 2019, la Société avait racheté et annulé 591 731 actions ordinaires (1 686 700 actions en 2018) au prix moyen pondéré de 34,10 \$ l'action ordinaire (25,89 \$ en 2018) aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour une contrepartie totale de 20,2 millions \$ (43,7 millions \$ en 2018). L'excédent de la valeur de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable, soit 18,7 millions \$ (39,7 millions \$ en 2018), a été porté aux résultats non distribués sous forme de primes de rachat.

Calcul du résultat par action

Les dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	266 183 268	267 438 819	265 974 281	267 541 485
Effet dilutif des options sur actions	2 030 021	1 773 139	1 911 334	1 691 672
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	268 213 289	269 211 958	267 885 615	269 233 157

Pour le trimestre clos le 30 septembre, 2019, aucunes actions ordinaires (1 722 800 en 2018) n'ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif. Pour le semestre clos le 30 septembre, 2019, des options sur 1 189 100 actions ordinaires (1 722 800 en 2018) ont été exclues du calcul ci-dessus car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour trimestre clos le 30 septembre, 2019 se sont élevés à 29,3 millions \$, soit 0,11 \$ par action (26,7 millions \$ en 2018, soit 0,10 \$ par action). Pour le semestre clos le de l'exercice 30 septembre, 2019, les dividendes déclarés se sont élevés à 55,9 millions \$, soit 0,21 \$ par action (50,8 millions \$ en 2018, soit 0,19 \$ par action).

NOTE 9 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation du fonds de roulement hors trésorerie se présente comme suit :

<i>Semestres clos les 30 septembre</i>	2019	2018
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Créances clients et autres débiteurs	(49,0) \$	(0,7) \$
Actifs sur contrat	(51,1)	(24,3)
Stocks	(48,7)	(53,8)
Acomptes	(8,2)	(6,2)
Impôt sur le résultat	(8,9)	(18,0)
Dettes fournisseurs et charges à payer	(144,0)	35,5
Provisions	(5,0)	(5,4)
Passifs sur contrat	1,2	(20,8)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(313,7) \$	(93,7) \$

NOTE 10 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, la Société a recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, la Société s'appuie principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent les meilleures estimations faites par la Société des hypothèses posées par les intervenants du marché. Le risque de crédit lié à l'autre partie et le risque de crédit propre à la Société sont pris en compte dans l'estimation de la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers :

- i) La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- ii) La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés comptabilisés séparément, est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change à terme. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. La juste valeur des instruments dérivés représente les montants estimatifs que la Société encaisserait ou paierait pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- iii) La juste valeur des investissements en actions dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché;
- iv) La juste valeur des créances non courantes est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au moyen de taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires;
- v) La juste valeur de la dette à long terme, des redevances et des autres passifs non courants est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés au taux d'intérêt en vigueur pour des instruments dont les risques et les durées à couvrir jusqu'à l'échéance sont similaires. Suite à l'adoption d'IFRS 16 le 1 avril 2019, la divulgation de la juste valeur des obligations locatives n'est plus requise;
- vi) La juste valeur des contreparties éventuelles découlant des regroupements d'entreprises est fondée sur le montant et le calendrier estimés des flux de trésorerie projetés, la probabilité de réalisation des facteurs sur lesquels repose l'éventualité et le taux d'actualisation ajusté au risque utilisé pour présenter la valeur des flux de trésorerie pondérés en fonction des probabilités.

Hiérarchie des justes valeurs

La hiérarchie des justes valeurs reflète l'importance des données utilisées aux fins des évaluations et comporte les niveaux suivants :

Niveau 1: Prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus au niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (comme les prix sur des marchés inactifs) ou indirectement (comme cotés pour des actifs ou des passifs semblables);

Niveau 3: Données d'entrée concernant l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données d'entrée non observables).

Chaque type de juste valeur est classé en fonction du niveau le moins élevé des données d'entrée qui sont importantes pour l'évaluation à la juste valeur prise dans son ensemble.

Les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers par catégorie se présentent comme suit :

	Niveau	30 septembre		31 mars	
		Valeur	2019	Valeur	2019
		comptable	Juste valeur	comptable	Juste valeur
		Total	Total	Total	Total
Actifs (passifs) financiers à la JVRN¹⁾					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	222,5 \$	222,5 \$	446,1 \$	446,1 \$
Liquidités soumises à restrictions	Niveau 1	26,9	26,9	27,3	27,3
Dérivés incorporés sur devises	Niveau 2	—	—	0,1	0,1
Swaps sur actions	Niveau 2	(3,2)	(3,2)	10,4	10,4
Contrats de change à terme	Niveau 2	1,7	1,7	(2,5)	(2,5)
Contrepartie conditionnelle découlant de regroupements d'entreprises	Niveau 3	(12,0)	(12,0)	(11,9)	(11,9)
Actifs (passifs) dérivés désignés comme faisant partie d'une relation de couverture					
Swaps de devises	Niveau 2	10,7	10,7	11,1	11,1
Contrats de change à terme	Niveau 2	8,1	8,1	(6,5)	(6,5)
Actifs (passifs) financiers comptabilisés au coût amorti					
Créances clients ²⁾	Niveau 2	485,6	485,6	451,7	451,7
Investissement dans des contrats de location-financement	Niveau 2	98,6	116,1	91,5	103,1
Avances à un placement de portefeuille	Niveau 2	27,6	27,6	29,5	29,5
Autres actifs ³⁾	Niveau 2	22,9	22,9	25,7	25,7
Dettes fournisseurs et charges à payer ⁴⁾	Niveau 2	(550,0)	(550,0)	(770,8)	(770,8)
Total de la dette à long terme ⁵⁾	Niveau 2	(2 177,1)	(2 359,0)	(2 335,4)	(2 470,7)
Autres passifs non courants ⁶⁾	Niveau 2	(165,3)	(193,7)	(164,0)	(184,6)
Actifs financiers à la JVRG⁷⁾					
Investissements en actions	Niveau 3	3,2	3,2	3,3	3,3
		(1 999,8) \$	(2 192,6) \$	(2 194,4) \$	(2 338,7) \$

¹⁾ JVRN : juste valeur par le biais du résultat net.

²⁾ Comprend les créances clients, les créances clients non facturées et d'autres montants à recevoir.

³⁾ Comprend les créances non courantes et certains autres actifs non courants.

⁴⁾ Comprend les dettes fournisseurs, les charges à payer, les intérêts à payer et les obligations courantes relatives aux redevances.

⁵⁾ La valeur comptable exclut les coûts de transaction.

⁶⁾ Comprend les obligations non courantes relatives aux redevances et les autres passifs non courants.

⁷⁾ JVRG: juste valeur par le biais du résultat global.

Les variations des instruments financiers de niveau 3 se présentent comme suit :

<i>Semestre clos le 30 septembre</i>	2019
Solde à l'ouverture de la période	(8,6) \$
Total des pertes réalisées et latentes:	
Inclus dans le résultat net	(0,1)
Inclus dans le résultat global	(0,1)
Solde à la clôture de la période	(8,8) \$

NOTE 11 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les soldes en cours de la Société auprès de ses participations mises en équivalence se présentent comme suit :

	30 septembre 2019	31 mars 2019
Créances clients et autres débiteurs	40,0 \$	33,9 \$
Actifs sur contrat	13,9	13,4
Autres actifs	27,6	18,7
Dettes fournisseurs et charges à payer	8,5	2,2
Passifs sur contrat	17,3	30,7
Autres passifs non courants	1,6	1,6

Les transactions de la Société avec ses participations mises en équivalence se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires	23,8 \$	16,6 \$	57,0 \$	22,7 \$
Achats	0,4	0,4	0,7	1,2
Autres produits	0,2	0,3	0,5	0,7

NOTE 12 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE**Partenariat stratégique avec Directional Aviation capital**

Le 4 novembre 2019, la Société a conclu un partenariat stratégique avec Directional Aviation Capital (DAC), comprenant une entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans avec des entreprises affiliées de DAC et l'acquisition d'une participation de 50 % dans SIMCOM Holdings, Inc. pour une contrepartie en trésorerie d'environ 85 millions \$ US. SIMCOM, dont le siège social est situé à Orlando, en Floride, opère actuellement 47 simulateurs représentant une variété d'appareils y compris des jets, des turbopropulseurs et des avions à pistons.

Tant que l'entente exclusive de services de formation pour l'aviation d'affaires d'une durée de 15 ans sera en vigueur, les exploitants d'avions d'affaires affiliés à DAC, dont Flexjet, Flight Options, Flairjet, Sirio, Nextant Aerospace and Corporate Wings, confieront tous leurs besoins de formation à SIMCOM et à CAE.

